



# LE DEVOIR

Vol. XCIII N° 180

LE LUNDI 12 AOÛT 2002

87c + TAXES = 1\$

HORS-JEU

## En direct du mirodrome

Mais qui donc voulez-vous que ce soit, bondance? La reine d'Angleterre? Remarquez, on ne pourrait blâmer personne d'être un peu mélangé. En quelques années, le tennis féminin est-européen s'est si bien imposé que chaque tournoi donne désormais lieu à une liste de noms susceptible de flanquer le tournoi, ou du moins de faire prendre conscience des avantages d'un exercice de diction préalable avec des roches dans la bouche, comme Diogène s'il avait cherché une femme.



Jean Dion

Ainsi des Internationaux du Canada qui ont démarré ce week-end sous le soleil exactement, où l'on retrouve par ordre alphabétique Daja Bedanova, Elena Bovina, Elena Dementieva, Jelena Dokic, Daniela Hantuchova, Janette Husarova, Alina Jidkova, Elena Likhovtseva, Anastasia Myskina, Henrieta Nagyova, Tatiana Panova, Tina Pisnik, Tatiana Poutchek, Irina Selyutina, Anna Smashnova, Katarina Srebotnik, Martina Sucha, Iroda Tulyaganova et Vera Zvonareva.

Et, bien sûr, l'autre, là. Ben quoi, vous ne pensiez tout de même pas qu'on allait passer toute une semaine de gros tennis sans se jaser à la volée d'Anna Kournikova? C'est nul, le racolage, mais c'est fichtrement amusant, et je vous traiterai sans une once d'hésitation de fiefés menteurs si vous prétendez le contraire.

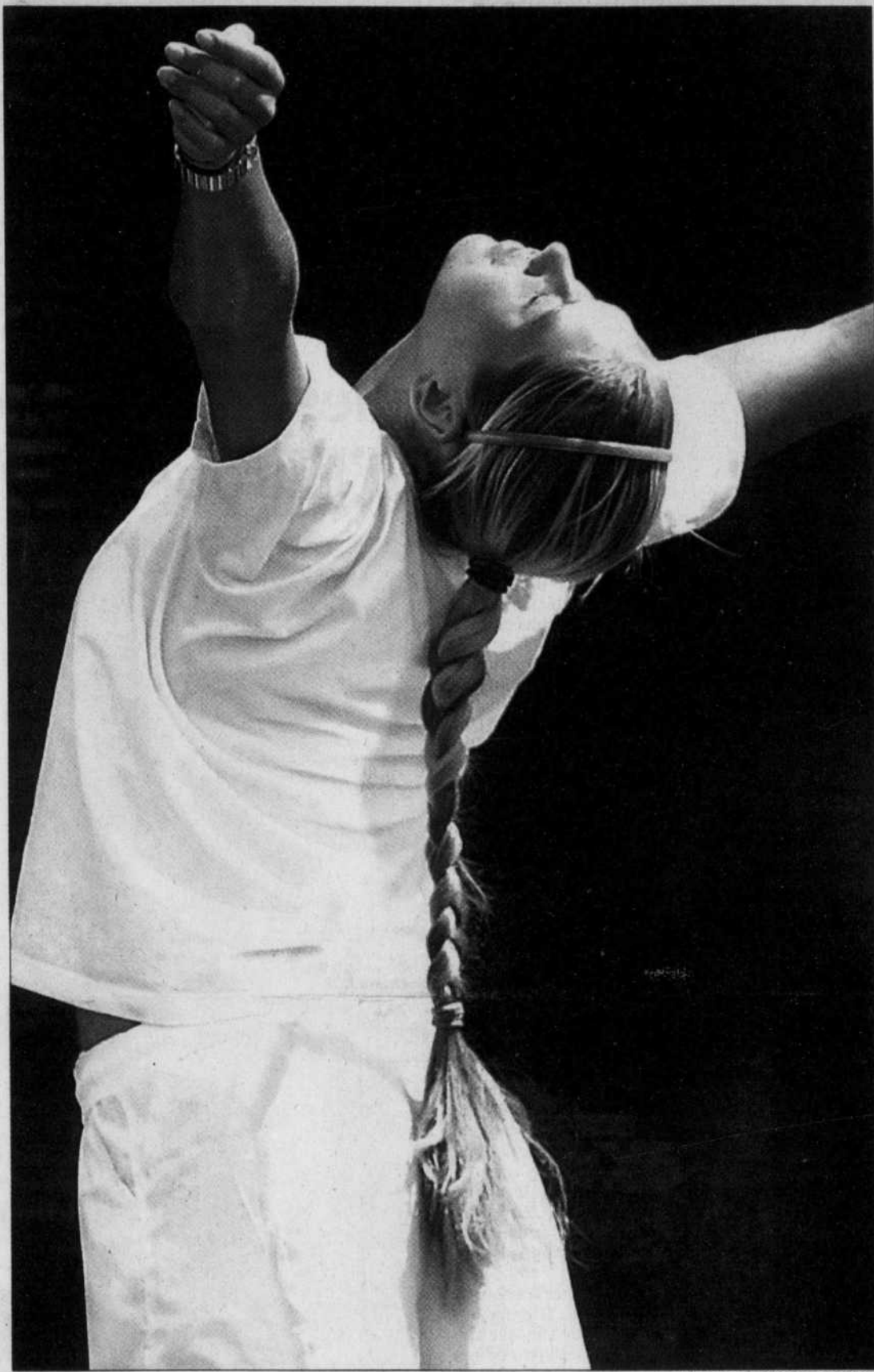
Oh, vous ne seriez pas les seuls. Le pieux mensonge a le vent dans le toupet au tennis. Prenez le guide annuel du circuit féminin, la WTA: on y assure qu'Amélie Mauresmo pèse 141 livres, Jennifer Capriati 134 et Serena Williams 130. Qu'est-ce qu'ils font, ils mesurent juste le poids des épaules?

Et puis, il faut se dépêcher d'en parler, de la belle Anna, parce que le temps risque de manquer. Nous savons tous qu'elle n'a pas remporté un seul tournoi en 38 000 tentatives en carrière — en fait, c'est 100 et quelques, mais si Serena peut dire qu'elle fait 130 livres, je considère que l'exagération est un droit inhérent —, mais en plus, dans les 20 derniers tournois auxquels elle a participé, elle n'a franchi le premier tour que cinq fois. Demain, il pourrait donc être trop tard.

Et puis encore, ce n'est pas moi qui ai commencé, ce sont eux. Si j'étais juché sur la passerelle située derrière les plus hauts gradins du court central du stade du Maurier, c'était pour profiter du bon vent d'ouest, il va sans dire, venu mettre un peu de baume sur ma calcination en cours accéléré, mais aussi pour avoir une vue plongeante sur le court numéro 7, où A. K. s'entraînait — s'entraînait — devant une salle comble.

VOIR PAGE A 8: MIRODROME

■ Martina Hingis se sent prête, page B 4



Anna Kournikova en pleine séance d'échauffement hier sur le court numéro 7 du stade Jarry.

Sécurité aérienne

## Ottawa freine l'essor de l'OACI

L'organisation se plaint du peu d'empressement du fédéral à l'aider à régler son manque d'espace de bureaux

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) craint de voir ses programmes liés à la sécurité aérienne compromis par la lenteur d'Ottawa à l'aider à régler son manque d'espace de bureaux. La plus importante institution internationale basée à Montréal s'explique d'autant plus mal les tergiversations de son hôte canadien que les locaux supplémentaires qui font défaut sont d'ores et déjà mis gratuitement à sa disposition par le gouvernement du Québec. Dans une lettre adressée au sous-ministre des Affaires étrangères, Gaëtan Lavertu, datée du 31 juillet et dont *Le Devoir* a obtenu copie, le secrétaire général de l'institution, Renato Claudio Costa Pereira, cache mal son exaspération de voir Ottawa lui demander de nouveaux délais, et ce, plus de quatre ans après avoir été saisi du problème. *Je souhaite vous rappeler qu'en raison de notre pénurie aiguë d'espace, j'ai été forcé de retarder le recrutement du personnel nécessaire à la sécurité aérienne, et ce, en dépit des résolutions de la dernière Assemblée triennale de l'OACI et de la déclaration de la Conférence ministérielle sur la sécurité aérienne à la suite des attaques terroristes du 11 septembre. [...] Il sera difficile, poursuit-il plus loin, de justifier pourquoi tous ces programmes ont*

VOIR PAGE A 8: OACI

PERSPECTIVES

## Chronique de vacances (à moitié) ratées

Je maudis mon étourderie. Un ami avait coupé à mon intention la pub funeste publiée dans un journal concurrent, *La Presse* puisqu'il faut la nommer: on y annonçait des vols pour Rome, pas chers et directs en plus, par les bons soins de Canada Air Charter. Point besoin de mariner cinq heures pour une correspondance à Londres ou à Amsterdam, me suis-je dit.

Mon beau désir de vacances italiennes à Rome et à Naples allait se concrétiser avec un minimum d'efforts. Youpi! J'ai composé le numéro de l'agence Multi-Voyages sans réfléchir plus loin que le bout de mon nez, une main déjà coincée dans l'engrenage. Tout le bras allait y passer.

Car il eût fallu vérifier la bonne santé du grossiste, passer par une agence de voyages indépendante et de bon conseil. Il eût fallu lire les mises en garde déjà publiées dans quelques journaux, me méfier. Misère!

Multi-Voyages, vous connaissez? Il s'agit de la défunte agence à la tête du voyageur Canada Air Charter et Haiti Air Charter. Tous ces coquins défrayaient la chronique en mai, en juin, en juillet. On se rappelle que des légions d'Haïtiens floués avaient alors campé

VOIR PAGE A 8: VACANCES

## Charest rejoue le thème de la réduction du rôle de l'État

Il faut «réinventer le Québec», dit le chef du PLQ

LE DEVOIR  
ET PRESSE CANADIENNE

Trois-Rivières — À bas l'État et sa bureaucratie! Place à la liberté et à l'initiative individuelle! Sentant que le vent souffle vers la droite, le chef du Parti libéral du Québec (PLQ), Jean Charest, ne mâche plus ses mots et remet au parfum du jour ses revendications de décembre 1999 alors qu'il tentait de redonner le pouvoir au PLQ à l'occasion des élections générales.

M. Charest a repris ce même thème en guise de clôture du congrès annuel de la Commission jeunesse du PLQ. «L'État nous a jadis fait bondir en avant. Il est en train de nous ralentir. Il faut revoir et réécrire sa mission, a-t-il déclaré. L'État tentaculaire et obèse, qui se substitue à l'entreprise, aux banques et à l'initiative individuelle, c'est terminé!»

«[Le gouvernement qui] se perd dans une montagne de paperasse, de programmes, et est incapable d'offrir des services de qualité, c'est du passé, qui appartient à l'autre siècle.» Le chef libéral veut «réinventer le Québec». «C'est la responsabilité du Parti libéral du Québec de redéfinir le Québec du nouveau siècle», a-t-il lancé fièrement.

Jean Charest a également promis de revoir le mandat de la Société générale de financement (SGF) — un organisme public qui aide au financement des entreprises — qu'il accuse d'avoir englouti à perte 28 millions dans le dossier Métaforia.

Avec les libéraux au pouvoir, les Québécois auront «un gouvernement qui est là quand on a besoin de



Jean Charest

lui, et qui se mêle de ses affaires le reste du temps.»

Un gouvernement libéral tiendra compte des problèmes qu'ont traversés les Québécois lors de la mise en retraite anticipée de milliers de personnes compétentes œuvrant dans le réseau de la santé en 1998, a-t-il insisté. Mais il tablera aussi sur la nouvelle donne qu'engendrera le départ à la retraite de 45 % des actuels employés du secteur public au cours des dix prochaines années et de 72 % des cadres du réseau de la santé qui auront fait de même d'ici à 2009. Ce qui est sans compter que le quart des Québécois auront plus de 65 ans en 2027 et que la zone de libre-échange devrait rassembler tous les pays d'Amérique d'ici à 10 ans.

Pour effectuer les changements qui seront nécessaires, le PLQ demeure le meilleur véhicule, a plaidé M. Charest. Certains reprochent au PLQ d'être un «vieux parti». Mais Jean Charest estime que son histoire est garante de l'avenir. Le Parti libéral n'a-t-il pas donné le droit de vote

aux femmes? N'a-t-il pas créé la Charte des droits de la personne et l'assurance-maladie? N'a-t-il pas été celui qui a nationalisé l'électricité?

«Cela ne fait pas de nous un vieux parti, mais un parti riche d'expérience, fort et fier de son passé. Le Parti libéral était là longtemps avant l'Action démocratique ou le Parti québécois, et il sera là longtemps après eux», a soutenu le chef de l'opposition.

M. Charest a également voulu se démarquer de ses concurrents. «Mario Dumont, c'est la facilité. Il veut l'élargissement du fossé entre les bien nantis et les autres, avec une médecine pour les riches et une médecine pour les autres, des écoles pour les riches et des écoles pour les autres.»

Quant au premier ministre et chef du Parti québécois Bernard Landry, «sa vision d'avenir est la même depuis 30 ans. Sa position consiste à s'accrocher à une fixation qu'il n'ose même plus nommer. Il est un produit «passé dû».

La prochaine année politique sera une «année charnière» et le Parti libéral en profitera pour présenter aux Québécois une équipe «qui gère le changement». Les députés libéraux se réuniront à Québec du 26 au 28 août prochain pour travailler à cette «redéfinition» du Québec. Celle-ci sera par la suite soumise aux membres d'un conseil général spécial du parti, qui se réunira à Montréal du 27 au 29 septembre prochain.

Lire aussi en page A 3

■ Les jeunes libéraux veulent renforcer les règles d'éthique

## LE MOT DE L'ACADÉMIE

### Âme

Je suis de ces humains que l'origine des mots passionne. S'il fallait énoncer brièvement ce qu'est l'acte d'écrire, je dirais que c'est penser le monde, et le rêver, dans la sédimentation des mots — et dans leur concrétion.

Âme, comme tous les vocables, possède une genèse et un passé fascinants pour tout amateur d'écriture. Pour traduire littéralement ce qu'on pourrait nommer l'invention de la matière ou son esprit créateur, les Latins créent un terme, Anima, lui-même dérivé de l'indo-européen ou sanskrit Aniti : «souffle, air». Aniti était donc à l'origine verbe et neutre. Le souffle créateur de matière était action. Et asexué. Plus tard, au fil des dérivés et détours du latin d'église, le verbe se faisant chair devint mâle.

Mais plus avant encore, dans la culture gréco-latine de l'âme, lorsque la philosophie voulut introduire une initiative supramatérielle conceptuelle du masculin sur le féminin, Anima fut doublé d'un principe hiérarchiquement supérieur: Animus.

Quant à l'âme, ceux-là qui jouaient avec les mots de la pensée, au cours des quelques siècles en aval et en amont de notre ère, avaient opéré un glissement de l'unicité neutre, mais complexe, à la dualité hiérarchisée fondatrice de domination sexuée.

Avant les pères de l'église, il y eut dans notre culture gréco-latine, une volonté de masculiniser le verbe créateur de vie (le souffle de l'univers) accompagnée d'un désir non moins affirmé de subordination du féminin. S'il y avait eu des mères de l'église, l'histoire eût été différente, la représentation linguistique de la divinité et de l'âme eussent été outre-genres — comme on dit outre-frontières ou apatride. Mais le fait qu'elles ne s'y trouvaient pas, les mères, pour définir et conceptualiser et rêver toute représentation, participait du même syndrome hiérarchique et exclusiviste.

Vraiment, par rapport à l'âme, l'histoire ne nous a pas gâtées, nous, les femmes. À l'âme et à ses dérivés. À ses sédimentations conceptuelles et à ses concrétions dogmatiques.

VOIR PAGE A 8: ÂME

INDEX

Actualités ..... A2	Idées ..... A7
Annonces ..... B5	Monde ..... A5
Avis publics .. B4	Mots croisés .. B5
Convergence .. B7	Météo ..... B4
Culture ..... B8	Religions ..... B6
Économie ..... B1	Sports ..... B4
Éditorial ..... A6	Télévision ..... B6
Fonds ..... B2	

78313 00064

## LES ACTUALITÉS

## ENVIRONNEMENT

## Bateaux à moteur et motos, dans la mire des États-Unis

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

Le gouvernement américain propose de réduire substantiellement les émissions polluantes générées par les motocyclettes et les bateaux à moteur. Deux loisirs extrêmement pollués.

L'agence de protection de l'environnement (EPA) des États-Unis a en effet annoncé que la nouvelle mesure viserait à réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par les motocyclettes et de 80 % celles engendrées par les embarcations équipées de moteur à essence. L'impact sur la qualité de l'air des nouvelles normes qu'on imposera à ces véhicules récréatifs équivaudra à retirer de la circulation 9,4 millions d'automobiles par année, a précisé Christie Whitman, administrateur de l'EPA.

Cette mesure est plus que bienvenue compte tenu que les motocyclettes et les bateaux crachent à eux seuls 12 % des émissions totales d'hydrocarbures et 3 % des rejets de monoxyde de carbone de sources mobiles, y compris les automobiles, les camions et les véhicules tout-terrain, aux États-Unis.

Selon l'EPA, une motocyclette souffle 20 fois plus de gaz polluants par mille parcouru qu'une nouvelle voiture. Quant aux embarcations récréatives, telles que les yachts, les chaloupes de pêche et certains bateaux de plaisance, elles sont pour la plupart équipées de moteurs deux-temps qui déversent entre 20 et 30 % de leur mélange d'essence et d'huile directement dans l'eau sans que ces hydrocar-

bures n'aient été consommés dans la chambre de combustion. A titre d'exemple, les moteurs hors-bord deux-temps laissent échapper chaque année 500 000 gallons de carburant dans les eaux navigables de l'État du Vermont.

Sous les pressions exercées par l'EPA, les constructeurs ont mis au point des moteurs quatre-temps et des deux-temps à injection directe qui réduisent considérablement les déversements d'essence et d'huile dans les voies maritimes ainsi que les émissions d'hydrocarbures et de gaz toxiques dans l'atmosphère. De plus, ils seraient significativement moins bruyants.

Par sa nouvelle mesure, le gouvernement américain exigerait qu'en 2008 tous les nouveaux moteurs hors-bord vendus respectent ces nouvelles normes de pollution réduite. Et qu'il en soit de même en 2006 pour les deux roues motorisés. L'EPA avoue que ces mesures tardives ne donneront toutefois des résultats tangibles qu'à partir de 2025 puisqu'aucun programme visant à retirer de la circulation les vieux équipements n'a été prévu.

Les moteurs deux-temps risquent en effet d'empoisonner encore longtemps nos plans d'eau compte tenu de leur durée de vie dépassant les 30 ans et de leur faible valeur de revente. De plus, les nouvelles technologies sont offertes à des coûts prohibitifs qui retarderont d'autant leur remplacement. Au Canada, le gouvernement fédéral n'a encore annoncé aucune mesure concernant les émissions polluantes générées par les motocyclettes et les bateaux à moteur.

## SANTÉ

## Le taux de survie après un infarctus est plus faible qu'on ne croyait

LORRAYNE ANTHONY  
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Une étude récente montre que le taux de survie des patients qui ont subi un infarctus est beaucoup moins important que ce que semblaient indiquer les résultats d'essais cliniques effectués antérieurement.

Cette étude, menée par l'Institute for Clinical Evaluative Sciences, à Toronto, a permis d'examiner les dossiers de 38 000 patients ontariens hospitalisés pour des problèmes cardiaques entre 1994 et 1997. Les conclusions ont été publiées dans l'édition du mois d'août de la publication *Archives of Internal Medicine*.

Les résultats de l'étude montrent que 33 % des patients cardiaques sont morts dans l'année suivant leur hospitalisation. La proportion grimpe à 40 % pour les

patients âgés de 75 ans et plus, mais tombe à 14 % pour ceux qui avaient moins de 50 ans.

Pourtant, des études précédentes fixaient la proportion de décès survenus durant l'année suivant une hospitalisation pour maladie cardiaque entre 8 et 13 %, seulement.

«Le pronostic est bien pire que ce qu'on trouve dans les études cliniques», a conclu le Dr Philip Jong, directeur de la recherche menée à Toronto.

«Il s'agit d'une sonnette d'alarme, qui nous rappelle l'importance d'accorder autant de soins aux patients cardiaques plus âgés qu'aux plus jeunes», a fait valoir de son côté le Dr Peter Liu, cardiologue à l'Hôpital général de Toronto et codirecteur de la recherche.

Environ 150 000 Canadiens meurent chaque année à la suite d'une maladie cardiaque.

## Un des trois scénarios envisagés par Loto-Québec

## Frigon songe à relocaliser le casino de Montréal à Mont-Tremblant

PRESSE CANADIENNE

Les jeux sont loin d'être faits, mais le casino de Montréal, situé à deux pas du centre-ville, pourrait bien déménager à Mont-Tremblant, à près de deux heures de route.

C'est du moins un des scénarios qui sont présentement dans les cartons de Loto-Québec, selon l'édition d'hier du quotidien *The Gazette*.

En entrevue récemment avec l'équipe éditoriale du quotidien montréalais, le président de Loto-Québec, Gaétan Frigon, a soutenu que si le Québec voulait avoir un casino fréquenté par un plus grand nombre de touristes, Mont-Tremblant devenait l'endroit tout désigné.

M. Frigon a fait valoir que Mont-Tremblant était en pleine

ébullition, avec un projet d'expansion à hauteur d'un milliard de dollars et l'objectif avoué d'accueillir sept millions de touristes d'ici à 2012. Actuellement, environ 45 % des personnes qui fréquentent le centre de villégiature sont des touristes, a-t-il ajouté.

«En théorie, c'est un choix sensé. Ce serait probablement un bel endroit pour construire un casino», selon lui.

Le casino de Montréal accueille 20 000 joueurs par jour, parfois jusqu'à 30 000. Au total, l'an dernier, on a enregistré 6,8 millions d'entrées, mais environ seulement 10 % du nombre sont le fait de personnes provenant de l'extérieur du Québec.

## Trois scénarios

M. Frigon a demandé à ses adjoints de réévaluer les besoins et

d'examiner le cas du casino de Montréal à la lumière de trois scénarios possibles: le *statu quo*, l'agrandissement du casino à son emplacement actuel ou la relocalisation du casino.

Le *statu quo* n'est pas la marque de commerce de Loto-Québec, ni de M. Frigon, d'autant plus que ce dernier a affirmé qu'il souhaitait voir un hôtel juxter le casino pour attirer les joueurs prêts à faire de fortes mises, «et qui ne craignent pas de perdre 100 000 \$ dans une soirée».

À l'heure actuelle, les gros parieurs boudent le casino de Montréal.

Quant au deuxième scénario, il ne passerait pas comme une lettre à la poste, compte tenu qu'un casino agrandi entraînerait notamment la construction d'un grand nombre d'espaces de

stationnement et grugerait ainsi un peu plus d'espaces verts à l'île Notre-Dame, ce que d'aucuns s'empresseraient de dénoncer.

En cas de relocalisation, d'autres sites que Mont-Tremblant sont envisagés, dont le Technoparc, plus éloigné du centre-ville.

Mais même si l'option Mont-Tremblant est dans l'air, M. Frigon dit privilégier le site actuel pour le casino, là où Loto-Québec a déjà investi de nombreux millions en installations, réaménagements et agrandissements depuis son ouverture, en 1993.

M. Frigon analysera le dossier au cours des prochains mois et compte faire une recommandation à la ministre des Finances, Pauline Marois, d'ici au mois de novembre.

## Au moins 55 morts en Russie

## Des pluies diluviennes frappent l'Europe et l'Asie

ASSOCIATED PRESS

Paris — Caprice météorologique ponctuel ou signe d'un dérèglement atmosphérique à l'échelle planétaire? Depuis trois jours, des pluies diluviennes s'abattent un peu partout sur l'Europe et l'Asie, provoquant d'importantes inondations de l'Autriche à la Chine, en passant par l'Italie, l'Allemagne ou encore la Russie.

En Europe, au moins 65 personnes sont décédées, pour la plupart noyées lors des inondations qui ont ravagé l'ensemble du Vieux Continent. C'est en Russie que le bilan est le plus lourd: les torrents qui ont balayé les villages et les stations balnéaires des côtes de la mer Noire dans le sud de la Russie ont fait 55 morts, a déclaré hier le ministère des Situations d'urgence.

Les intempéries ont surtout frappé la région de Novorossiïsk, à un millier de kilomètres au sud de Moscou, imposant l'évacuation de milliers de personnes, dont 1500 enfants en colonie de vacances. Hier, des arbres déracinés, des gravats et des carcasses de voitures jonchaient les plages de la région, tandis qu'à la faveur d'une accalmie, les opérations de fouille et de déblaiement des équipes de secours continuaient.

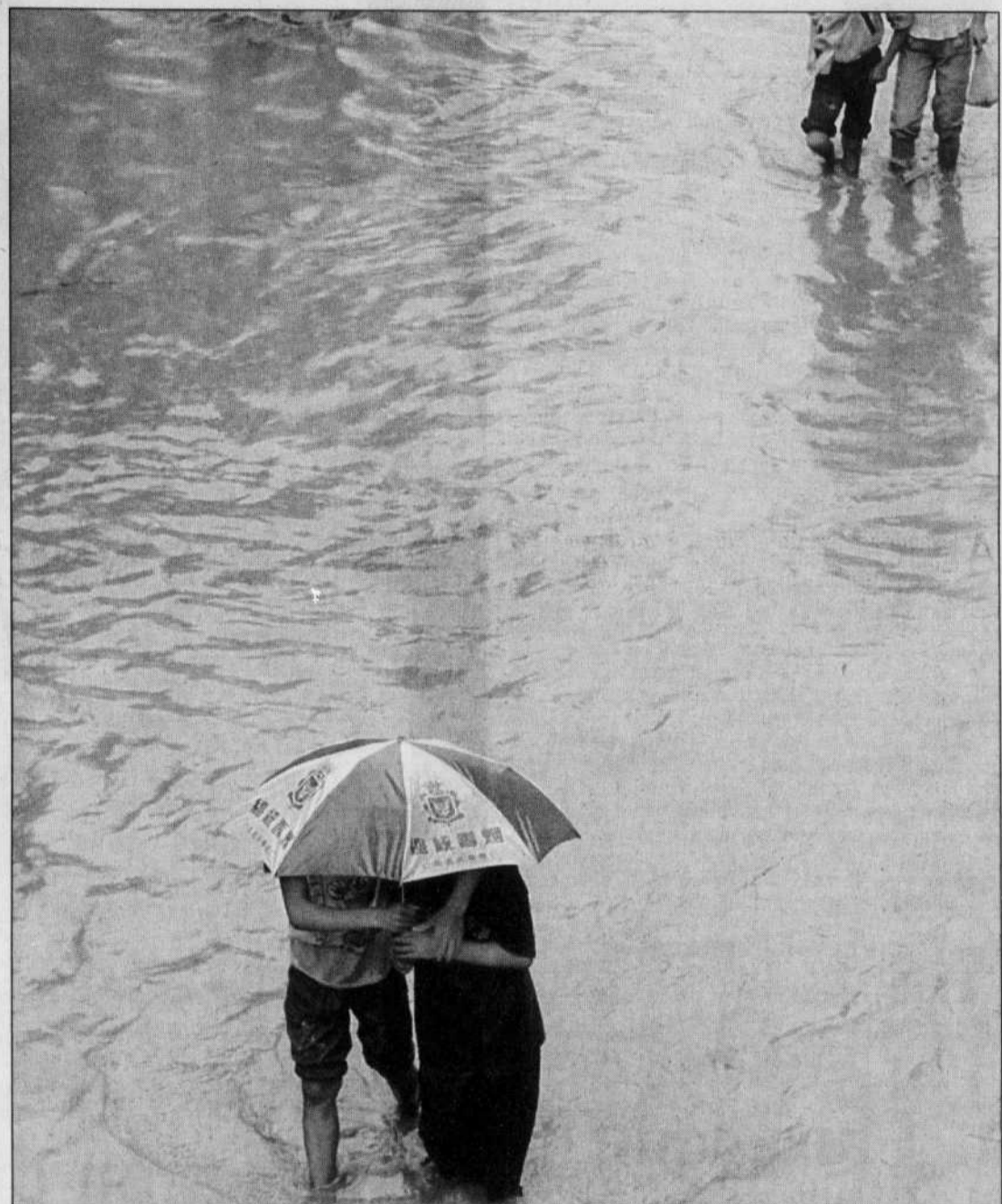
Le reste du continent européen n'a pas été épargné. Depuis plusieurs jours, l'Italie est touchée par des intempéries inattendues en période estivale, qui ont fait un mort, un pêcheur tué vendredi par la foudre près de Venise. Samedi, la capitale Rome a été frappée d'un violent orage de grêle, tandis que les villes du nord du pays, dont Venise, essayaient des pluies diluviennes.

L'Europe centrale et orientale a été aussi durement frappée par les pluies torrentielles. En Allemagne, les averses ont fait monter hier le niveau des rivières au sud du pays, augmentant les risques de nouvelles inondations dans une région déjà dévastée par les intempéries. Comme en Italie, on déplore pour l'heure un seul décès.

L'Autriche a connu ces derniers jours ses pires inondations depuis un siècle...

## En Asie

En Asie, la Chine, la Corée du sud et l'Inde ont également es-



Dans la province de Hunan, dans le centre-sud de la Chine, des glissements de terrain et inondations ont fait au moins 55 morts.

sué des pluies diluviennes, provoquant la mort d'une centaine de personnes.

Dans la province de Hunan, dans le centre-sud de la Chine, des glissements de terrain et inondations ont fait au moins 55 morts, dont huit mineurs tués hier dans une coulée de boue. Les villes de Chenzhou, Hengyang, Yongzhou

et Zhuzhou qui comptent à elles quatre 3,5 millions d'habitants, sont toutes touchées.

En Corée du Sud, des coulées de boue, provoquées par les pluies, ont tué cinq personnes près de Busan, port du sud-est de la Corée du Sud et dans le comté de Yangsan. Depuis le début des intempéries la semaine dernière, au moins 14 per-

sonnes ont été tuées et sept sont portées disparues, selon les autorités sud-coréennes.

Enfin, en Inde, les pluies torrentielles provoquées par la mousson ont submergé hier matin plusieurs villages du nord du pays et entraîné de nombreuses coulées de boue, tuant au moins 43 personnes, selon les autorités.

## Sondage Léger Marketing

## Les syndicats sont plutôt bien perçus

PRESSE CANADIENNE

Plus de la moitié des Canadiens considèrent que les syndicats contribuent de façon positive au développement de la société. Selon un sondage réalisé par la firme Léger Marketing dont les résultats ont été transmis à la *Presse canadienne*, pas moins de 53 % des Canadiens ont exprimé cette opinion favorable à l'endroit du syndicalisme.

Cette perception positive des syndicats est présente chez 68 % des sondés des provinces de l'Atlantique comparativement à 59 % chez ceux du Québec et 51 % chez ceux de la Colombie-Britannique.

La contribution positive des syndicats au développement de la société est le fait de 71 % de syndiqués comparativement à 46 % de non-syndiqués. Le sondage nous apprend également que 48 % des Canadiens

évaluent que les syndicats représentent davantage les intérêts de leurs membres que ceux des travailleurs en général.

Interrogée sur le droit de grève, une majorité de Canadiens (58 %) sont d'accord pour que les fonctionnaires aient le droit de grève. Par contre, ils sont 66 % à soutenir que les médecins ne devraient pas avoir ce droit. De même, le droit de grève chez les policiers recueille une majorité d'opposants, avec 65 %.

L'opinion des Canadiens est toutefois plus partagée en ce qui concerne le droit de grève chez les enseignants (50 % pour et 46 % contre) et chez les infirmières (46 % pour et 51 % contre). Le sondage a été réalisé entre le 4 et le 8 juillet 2002 au moyen d'entrevues téléphoniques menées auprès de 1503 hommes et femmes âgés de 18 ans et plus.

## Le virus du Nil frappe aussi la Saskatchewan

BOB WEBER  
PRESSE CANADIENNE

Edmonton — La surveillance de la propagation du virus du Nil nécessite du matériel scientifique parmi le plus sophistiqué, mais également de simples articles d'utilisation courante tels que des sacs de plastique et des gants de caoutchouc.

«Nous recevons des appels de la part du public, affirme Taz Stuart, analyste de recherche à la ville de Regina, en Saskatchewan. Lorsqu'ils aperçoivent une vache morte ou une pie ou un geai, nous partons recouvrir la carcasse.»

Les secteurs orientaux de la Saskatchewan sont désormais aux prises avec le virus du Nil, qui s'est propagé à travers la moitié de l'Amérique du Nord depuis qu'il a pour la première fois été identifié à New York, durant l'été de 1999.

Depuis que des oiseaux victimes du virus du Nil ont été découverts à Russell, au Manitoba, à proximité de la frontière entre cette province et la Saskatchewan, le gouvernement saskatchewanais a accru ses efforts afin de déceler la présence de la maladie.

Des équipes quadrillent la moitié est de la province à la recherche de vaches et de pies mortes depuis peu, espérant découvrir des traces du virus qui a jusqu'à déjà la vie à sept personnes dans le Sud des États-Unis, cet été, et dont la présence est de plus en plus commune en Ontario et au Manitoba.

«Elles gisent là sans raison, sous un arbre ou dans un coin», affirme M. Stuart en parlant des carcasses repérées ici et là.

Placés dans un sac soigneusement fermé, puis congelés, les oiseaux sont envoyés en laboratoire afin d'y faire l'objet d'examen.

**ROLEX**  
Datejust  
en acier et  
or jaune 18 carats.

*Bijouterie  
Gambard*  
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTREAL, CENTRE VILLE  
(514) 866-3876

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Liaison rapide entre Boston et Washington

## L'Acela Express, une source d'embarras pour Bombardier

ALLAN SWIFT  
PRESSE CANADIENNE

L'Acela Express, train rapide assurant la liaison entre Boston et Washington pour le compte du transporteur américain Amtrak, est en train de devenir une source d'embarras pour ses constructeurs, les sociétés mont-réalaises Bombardier et parisienne Alstom, en raison de ses nombreuses pannes.

Bombardier et Alstom perdent toutes deux argent et crédibilité, alors qu'elles s'accusent mutuellement d'être la cause des problèmes mécaniques qui se succèdent depuis des mois, ayant culminé en juillet, alors qu'un nombre sans précédent de délais et d'annulations a été enregistré.

Excédé par la situation, le président d'Amtrak, David Gunn, qui fut directeur général de la Commission de transport de Toronto durant les années 90, a déclaré la semaine dernière qu'il ne passerait plus aucune commande de trains de type Acela.

Cela serait un coup dur pour Bombardier, qui n'a pas dévoilé l'importance des sommes investies afin de développer et introduire sur le marché nord-américain un premier train à grand vitesse, adapté du TGV mis au point par Alstom.

Par voie de communiqué, Bombardier a répliqué à la salve tirée par M. Gunn en affirmant: «Acela est maintenant la norme en ce qui a trait à la technologie et au service de trains à haute vitesse en Amérique du Nord.»

Amtrak a jusqu'à présent pris livraison de 18 des 20 trains Acela commandés à Bombardier et Alstom, introduits il y a deux ans dans le couloir liant Boston, New York et Washington. D'une valeur de 972 millions \$ CAN, le contrat entre le transporteur et les deux constructeurs a été paraphé en 1996.

L'Acela, pouvant atteindre une vitesse de 240 kilomètres à l'heure, a contribué à la relance du transport ferroviaire dans le nord-est des États-Unis.

Amtrak a accaparé une part de 60 % du marché combiné des transports aérien et ferroviaire entre Washington et New York, en hausse par rapport à celle de 38 à 40 % observée il y a trois ans, a indiqué Jim RePass, président de la National Corridors Initiative, un groupe de pression actif au sein des milieux du transport ferroviaire.

Néanmoins, les retards et litiges en cours pourraient provoquer une diminution de l'engouement des voyageurs pour le train.

## US Airways se place sous la protection de la loi sur les faillites

ASSOCIATED PRESS

Alexandria, Virginie — Durement touchée par le déclin des passagers du transport aérien après les attentats du 11 septembre, US Airways, la septième compagnie aérienne américaine, a annoncé s'être placée hier sous la protection de la législation sur les faillites.

La compagnie, qui avait mentionné la faillite comme une possibilité après avoir essuyé 2,1 milliards de dollars de perte en 2001, a précisé que tous ces vols devaient être maintenus. US Airways, basée à Arlington en Virginie, dit avoir obtenu 500 millions de dollars de financement pour maintenir son activité le temps de sa restructuration.

«En dernier lieu, cet effort concerne nos clients, employés et les communautés que nous ser-

rons, alors que nous cherchons à remettre en ordre les finances de la compagnie et renouer avec les bénéfices», a déclaré le président directeur général de US Airways David Siegel.

«US Airways continuera d'opérer tandis que nous achevons notre restructuration financière et nos clients peuvent être assurés que nous continuerons nos services aux plus de 200 communautés de notre réseau.»

US Airways, qui emploie 35 000 personnes, a tenté de réduire ses coûts de 950 millions de dollars avec des économies sur les salaires dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à éviter la faillite. La semaine dernière, elle est parvenue à un accord avec les syndicats de pilotes et de stewards sur une réduction des salaires afin de préserver les opérations de la compagnie.

Bilinguisme dans les provinces

## Stéphane Dion promet de tourner sa langue sept fois dans sa bouche...

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Le ministre Stéphane Dion promet de tourner sa langue sept fois dans sa bouche, à l'avenir, avant de promouvoir le «bilinguisme officiel» pour toutes les provinces du pays.

Dans une entrevue parue hier dans le journal *Toronto Sun*, le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales a affirmé qu'il n'avait jamais eu l'intention de demander aux provinces de devenir officiellement bilingues.

Pourtant, lundi dernier, à Fredericton, M. Dion avait mis au défi l'Ontario de faire d'Ottawa, capitale du pays, une ville officiellement bilingue. Une telle initiative serait bénéfique pour tout le monde au Canada, selon lui.

Il avait ajouté: «Imaginez quelque chose comme le bilinguisme officiel dans toutes les provinces.» Son enthousiasme n'avait

pas tardé à semer l'émoi à travers le pays.

De toutes les provinces canadiennes, seul le Nouveau-Brunswick est officiellement bilingue. C'est d'ailleurs à l'occasion d'une cérémonie suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur les langues officielles de la province, lundi de la semaine dernière, que le ministre Dion avait tenu ses commentaires controversés.

Le ministre fait donc maintenant son mea-culpa. «Je pense que je devrais apprendre à mieux exprimer ma pensée», a-t-il confié au *Sun*.

Le problème de sa déclaration tient, selon lui, à l'emploi du mot «officiel», perçu en général comme étant l'application du bilinguisme en toutes circonstances, «même quand ce n'est pas raisonnable parce qu'il n'y a pas de francophones dans telle ou telle région», a-t-il dit.

## Touristes canadiens, prenez garde

(PC) — La planète s'est révélée un endroit plus dangereux qu'auparavant pour les Canadiens en déplacement à l'étranger, en 2001, et l'année en cours ne semble guère mieux à cet égard, tendant à montrer des statistiques fédé-

rales. Le nombre des agressions, vols et troubles publics — notamment des explosions, coups d'État et révoltes — signalés par les Canadiens en voyage dans des pays étrangers a augmenté de façon considérable, l'an dernier, selon des données compilées par le ministère fédéral des Affaires étrangères. Entre 2000 et 2001, le nombre des Canadiens ayant réclamé de l'aide à la suite d'un vol ou d'une perte a grimpé de 26 %.

Bloc québécois

## La controverse suscitée par Ghislain Lebel s'amplifie

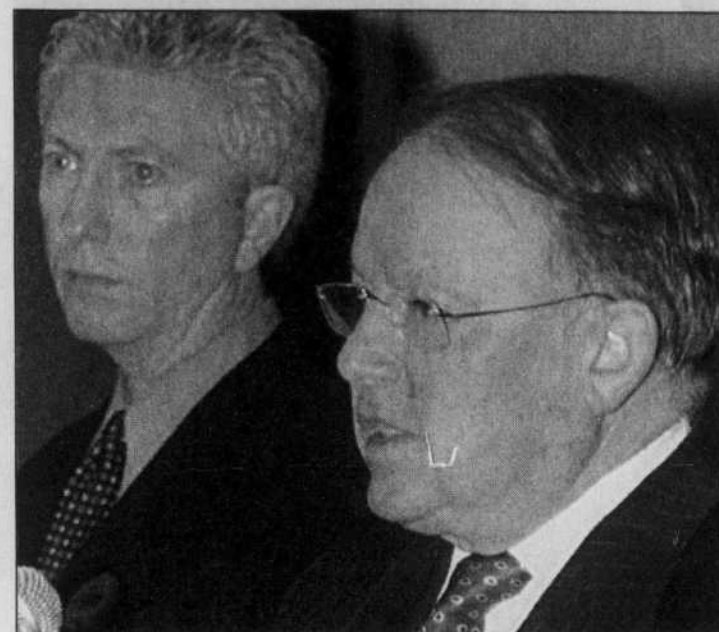
PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

La controverse qu'a allumée le député bloquiste Ghislain Lebel par ses attaques contre le gouvernement Landry, qu'il accuse de négocier une «dangereuse» entente avec quatre communautés innues, s'envenime et divise maintenant les troupes bloquistes.

N'acceptant pas d'avoir été relevé de ses fonctions de critique en matière de travaux publics et de services gouvernementaux, le député de Chambly s'en est pris ce week-end à son chef, Gilles Duceppe, auquel il reproche d'avoir contribué au recul du parti au cours des dernières élections fédérales. Le député contestataire remet carrément en question le leadership de son chef.

Gilles Duceppe n'a pas répliqué à ces flèches décochées en sa direction, préférant régler le différend en famille. Le député bloquiste Yvan Loubier s'est pour sa part fait le porte-parole de la position de son parti et a dénoncé vertement les propos de M. Lebel. Il a réitéré le plein appui du BQ à l'entente que négocie actuellement le gouvernement du Québec. «Le droit international nous presse de négocier des ententes qui ont de l'allure», a déclaré M. Loubier à *La Presse*. «L'intégrité territoriale du Québec est maintenue, mais nous donnons la capacité aux nations autochtones de se développer par elles-mêmes.»

Pour sa part, Ghislain Lebel est resté sourd pendant quelques jours aux multiples convocations que lui ont lancées les instances



RENÉ MATHIEU LE DEVOIR

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et le premier ministre du Québec, Bernard Landry, ont tous deux été la cible des attaques du député bloquiste Ghislain Lebel au cours des derniers jours.

du parti afin de débattre de son avenir. Mais, en fin de journée hier, le whip en chef du Bloc, Pierre Briën, a finalement pu renouer le contact avec le principal intéressé et discuter des modalités d'une rencontre avec M. Duceppe au cours de la semaine.

## Des appuis

Les sorties fracassantes de M. Lebel continuent par ailleurs à diviser le parti puisque deux autres députés ont manifesté dans la presse leur soutien au député de

Chambly en affirmant qu'ils partageaient les inquiétudes et les critiques soulevées par Ghislain Lebel à l'égard de l'entente négociée avec les Innus.

Dans une entrevue accordée au *Journal de Montréal*, la députée de Saint-Bruno—Saint-Hubert, Pierrette Venne, se demande, à l'instar de M. Lebel, si les communautés blanches ne seront pas lésées par cet accord. «Il faut absolument un débat sur cette question», a-t-elle lancé tout en dénonçant les sanctions imposées par son parti à M. Lebel.

Même son de cloche de la part du député de Sherbrooke, Serge Cardin, qui a confié à *La Presse*, que plusieurs députés veulent débattre de l'entente. «Notre responsabilité est de nous questionner sur la pertinence des craintes de M. Lebel et nous n'avons pas à le crucifier sur la place publique pour la tenue de tels propos.»

Ces propos controversés étaient en fait ceux d'une lettre dans laquelle M. Lebel accuse, avec virulence le gouvernement, Landry d'avoir trahi les souverainistes pour avoir négocié aux côtés d'Ottawa une entente de principe qui reconnaît des droits ancestraux à quatre communautés innues de la Côte-Nord et du Lac-Saint-Jean. Cette entente prévoit notamment la création d'un gouvernement, d'un régime fiscal innu et l'octroi de la propriété exclusive et partagée de territoires totalisant 300 000 kilomètres carrés.

Selon M. Lebel, cette entente risque de provoquer de nouvelles revendications chez d'autres groupes autochtones et pourrait de ce fait réduire considérablement le territoire sous la compétence complète des Québécois.

Le négociateur en chef des Innus, Rémy Kurtness, se dit surpris de toute cette controverse compte tenu que les Blancs ne perdent rien dans ces ententes, qui ne portent que sur la cohabitation et sur la gestion du territoire. Selon lui, les éléments de l'entente sont tout à fait conformes au jugement de la Cour suprême du Canada.

Avec la Presse canadienne

Congrès de Trois-Rivières

## Les jeunes libéraux en faveur d'un renforcement des règles d'éthique

NORMAN DELISLE  
PRESSE CANADIENNE

Trois-Rivières — Inquiets de l'image négative des politiciens, les jeunes libéraux proposent une série de mesures pour renforcer la déontologie dans le secteur public.

À l'occasion de son 20<sup>e</sup> congrès annuel qui s'est tenu en fin de semaine en Mauricie, la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec a adopté une dizaine de mesures qu'elle voudrait voir mises en place, advenant une victoire de Jean Charest à l'occasion des prochaines élections générales. Elles ont été parrainées par le président de la Commission jeunesse libérale, Steeve LeBlanc.

L'une d'elles consiste à renforcer les règles éthiques qui régissent actuellement les ministres du gouvernement et les hauts fonctionnaires,

afin de «mieux refléter les valeurs d'intégrité, de transparence».

Ironiquement, c'est un gouvernement libéral, celui de Robert Bourassa, qui avait, en 1986, assoupli certaines des règles très sévères de transparence que le premier ministre René Lévesque avait imposées aux membres de son gouvernement 10 ans auparavant.

M. Bourassa avait accepté que les ministres n'aient plus à rendre publique la liste des actions en bourse qu'ils détenaient, et se contentent d'en confier la gestion à un administrateur sans droit de regard.

Les jeunes libéraux recommandent aussi qu'on crée un poste de commissaire à l'éthique, élu par au moins deux tiers des membres de l'Assemblée nationale. Il aurait mandat d'enquêter sur les «pratiques douteuses», et tous les fonctionnaires pour-

raient lui signaler ces pratiques «de manière confidentielle».

D'autres aspects de la résolution des jeunes libéraux: l'obligation pour tout candidat à une élection de dévoiler ses intérêts en présentant sa candidature, et l'approbation par un vote des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale de la nomination des dirigeants de sociétés d'État et d'organismes publics, sauf pour des mandats de moins de deux ans.

On propose aussi de permettre des questions au gouvernement provenant du grand public, et on

veut limiter le nombre de ministres du gouvernement à 25.

Enfin, les jeunes libéraux souhaitent que les élections soient déclenchées à date fixe.

Par ailleurs, alors que Jean Charest parle de réduire le rôle de l'État, les membres de la Commission jeunesse ont exigé la création d'une Société de l'eau qui nationaliserait cette richesse naturelle, la gèrera et la protégera.

On a aussi voté un statut spécial pour la Gaspésie, avec la création d'une zone franche pour y faciliter le commerce.

## Journée internationale de la jeunesse

À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, je souhaite saluer tous les jeunes du Québec et leur dire merci pour leur engagement et leur contribution au progrès de notre société.

J'invite d'ailleurs tous les acteurs du développement du Québec à se mobiliser et à faire en sorte que les jeunes d'aujourd'hui et de demain prennent toute la place qui leur revient dans la société afin que nous envisagions notre avenir collectif avec confiance et enthousiasme.

Richard Legendre  
Ministre responsable de la Jeunesse

Secrétariat à la jeunesse

Québec

IOTO QUÉBEC		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
Tirage du 2002-08-10		GAGNANTS	LOTS
6/6	2	2 500 000,00 \$	
5/6+	4	142 172,30 \$	
5/6	252	1 805,30 \$	
4/6	14 221	61,30 \$	
3/6	262 322	10,00 \$	
Complémentaire: (25)		Ventes totales:	14 254 402 \$
		Prochain gros lot (appr.):	2 000 000 \$
Tirage du 2002-08-10		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	2	25 000,00 \$	
5/6	29	500,00 \$	
4/6	1 552	50,00 \$	
3/6	26 335	5,00 \$	
Complémentaire: (09)		Ventes totales:	565 837,50 \$
Tirage du 2002-08-09		GAGNANTS	LOTS
7/7	0	17 500 000,00 \$	
6/7+	9	72 741,40 \$	
6/7	209	2 740,80 \$	
5/7	14 239	143,60 \$	
4/7	297 096	10,00 \$	
3/7+	271 318	10,00 \$	
3/7	2 465 345	Participation gratuite	
Complémentaire: (14)		Ventes totales:	35 747 468 \$
		Prochain gros lot:	20 000 000 \$
Tirage du 2002-08-09		NUMÉRO	LOT
Extra	586167	100 000 \$	
Extra	865273	100 000 \$	
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
Si vous avez un problème de jeu...		MISE SUR TOI	1 866 505-JEUX

# LES ACTUALITÉS

Le Westmount de Julius Grey

## Plus bilingue et cosmopolite qu'autrefois



Jadis villes ou quartiers, ce sont aujourd'hui les arrondissements d'une cité plus vaste mais qui a toujours pour nom Montréal. Ces entités conservent bien sûr leur histoire et leurs charmes propres. Des journalistes du *Devoir* sont allés revisiter cette île devenue ville unique, au hasard de promenades en compagnie de personnalités qui l'habitent. Aujourd'hui, Julius Grey et l'arrondissement de Westmount.

VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

**F**lanqué de son chien Vivaldi, Julius Grey a visiblement troqué son habit d'avocat pour celui de fier citoyen de Westmount. Le pied léger (et deux sacs de plastique dans ses poches, chien oblige), il se promène à travers les somptueux parcs de ce qu'il appelle encore «sa ville».

Et il ne tarit pas d'éloges pour décrire Westmount, là où lui et sa femme ont choisi de s'installer en 1983. Presque 20 ans ont passé. Trois enfants sont nés. Et il apprécie toujours autant le coin. Il s'est donc prêté au jeu du guide d'un jour avec enthousiasme et bonne humeur.

«Je suis né en Pologne et suis arrivé ici à l'âge de neuf ans. Quand nous sommes arrivés, mes parents n'avaient rien», raconte-t-il. Il a grandi dans un logement du quartier Snowdon près de l'avenue Victoria. Tout petit, ses parents l'emmenaient dans Westmount pour se dégourdir les jambes. C'était l'époque où peu de nouveaux arrivants et de francophones avaient leurs quartiers dans Westmount.

«Depuis toujours, c'est la beauté physique de l'endroit qui me frappe. Mais aussi, au fil des ans, la population de Westmount est devenue plus variée et très bilingue. Je n'aurais pas aimé vivre dans un endroit où il n'y a qu'un seul groupe parlant une seule langue.»

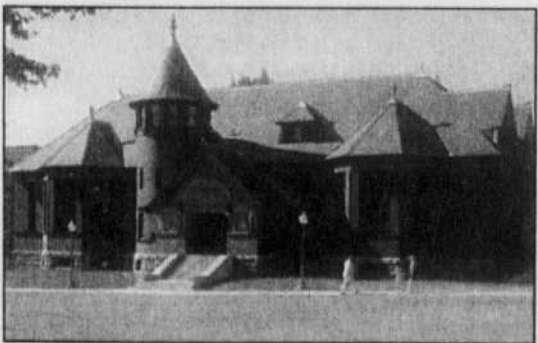
Outre les parcs et les plus de 11 000 arbres de l'arrondissement, Westmount regorge de petits restaurants (pas toujours abordables), de boutiques de mode, de magasins d'œuvres d'art et d'antiquités et de boulangeries artisanales. De l'avenue Victoria à l'avenue Claremont, la rue Sherbrooke est en effet une preuve tangible de cette vie communautaire, vie qui débordait d'ailleurs plus à l'ouest jusque dans l'arrondissement Notre-Dame-de-Grâce.

Presque chaque matin, M. Grey sort de sa maison de l'avenue Grosvenor et descend la colline pour aller prendre son café dans une pâtisserie du coin. Ce rituel terminé, il marche ensuite jusqu'à ses bureaux de la rue Peel. «Ma femme et moi sommes des citoyens. Nous aimons foncièrement la ville. Westmount est idéal de ce côté puisque nous avons un côté campagne tout en ayant l'avantage de n'être qu'à quelques kilomètres du centre d'une grande ville.»

### Riches et pauvres

Pour plusieurs, Westmount se résume à deux mots: riches anglophones. Et il faut bien admettre que les statistiques laissent songeur. À 132 844 \$ par ménage, le revenu moyen est le plus élevé de l'île de Montréal. L'arrondissement compte également la plus forte proportion de diplômés universitaires. Avec comme fleuron une des plus belles bibliothèques de la ville, Westmount est également reconnue pour la qualité et l'abondance de ses services municipaux.

«C'est sûr que le revenu moyen est nettement au-dessus de la moyenne, mais il ne faut pas oublier qu'une partie de la population est pauvre», souligne M. Grey. Il est vrai que 15 % de sa population vit sous le seuil de la pauvreté. «Il y a une partie très riche et c'est vrai. Mais ils sont complètement en



ARCHIVES LE DEVOIR

«Pendant la campagne pro-fusion, ce qui a choqué le plus les gens, c'est les menaces qui pesaient sur la bibliothèque de Westmount», fait observer Julius Grey.



L'avocat Julius Grey aime se promener dans les parcs de Westmount en compagnie de son chien Vivaldi.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

haut et nous ne les voyons pas. Vous savez, même si leurs maisons sont immenses, ils sont peu nombreux. Les parcs et les services municipaux, ce sont les gens de la classe moyenne et ceux qui ont moins d'argent qui en profitent. On ne peut pas se comparer à une partie de la ville qui est sous-privilégiée, mais Westmount n'est pas uniforme.»

En passant dans le parc King George (que tout le monde ici appelle le parc Murray Hill), Julius Grey ne peut s'empêcher de sourire. Il se souvient de nombreuses journées passées avec ses enfants à regarder les formes des nuages. Le vaste espace s'étend sur une colline et donne une vue impressionnante des édifices du centre-ville. «C'est l'endroit où l'air est le plus embauvé, où on peut saisir le mieux le parfum de l'été montréalais.»

Quinze pour cent de la population de Westmount vit sous le seuil de la pauvreté

### Question de respect

Interrogé sur la fameuse question des fusions municipales, l'avocat (mais surtout le citoyen) se renfroge et son visage prend un air blessé. «Je crois que c'est une erreur. Il fallait un nouveau pacte fiscal, mais la fusion a blessé les gens qui s'identifient à leur communauté. [...] Je crois que ce n'était pas nécessaire d'aller jusqu'à la perte de l'identité juridique.»

Il ajoute qu'il est totalement pour la redistribution de la richesse et que ce n'est pas l'objet du débat. Pour lui, c'était avant tout une question de respect. Il n'a pas aimé l'attitude autoritaire du gouvernement. «On a transformé une réforme nécessaire en conflit politique.»

D'avenue en avenue, Julius Grey montre du doigt d'anciennes maisons datant du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, il parle d'architecture et de politique. Dans les années 60, M. Grey se rappelle avoir fait du porte-à-porte durant les campagnes électorales pour faire élire le député néo-démocrate Charles Taylor. «On a essayé en vain de convaincre les gens de Westmount de prendre le virage de la gauche», glisse-t-il en riant.

Nos pas nous mènent ensuite sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine où se retrouvent l'une en face de l'autre la Synagogue de la congrégation Shaar hashomayim et l'église anglicane Saint Matthias, un superbe bâtiment de pierres et de lierre. Julius Grey surnomme amicalement l'endroit «le coin religieux». «Le père d'un de mes amis est l'architecte de la partie moderne de la synagogue.»

En rejoignant la rue Sherbrooke, pointe l'ancienne mairie de Westmount, œuvre en briques d'inspiration gothique. Plus à l'est se cache l'avenue Green où sont concentrés plusieurs petites boutiques et restaurants. «À part quelques magasins, nous n'y allons pas souvent parce que les prix y sont un peu gonflés», confie M. Grey.

Autre sujet de conversation: l'éducation de ses enfants. L'homme explique qu'il n'a pas voulu les inscrire dans des écoles de Westmount. Les deux plus vieux ont suivi leur formation en immersion. «Mais il ne faut pas se leurrer. Au bout de leur secondaire, les jeunes qui sortent d'immersion sont des

anglophones très bilingues. Mon fils aîné va au cégep en français et je suis content parce que ça lui permet de se rattraper un peu. Mon plus jeune fils [il a dix ans] ira à l'école secondaire en français. À la maison, on parle les deux langues, poursuit-il. J'ai moi-même de la difficulté à me souvenir si j'ai plaidé une cause en français ou en anglais. Il faut qu'une phrase me revienne.»

### Le plaisir de vivre

Nous longeons ensuite le parc Westmount, un parc où sont réunis terrains de football, courts de tennis, pataugeoire, piscine, et piste cyclable. L'endroit renferme également un joli jardin et un étang. À son extrémité nord-ouest se trouvent Victoria Hall et la bibliothèque de l'arrondissement. «Pendant la campagne pro-fusion, ce qui a choqué le plus les gens, c'est les menaces qui pesaient sur la bibliothèque. Un paragraphe de la loi disait qu'on pourrait déplacer les livres. Heureusement, ce n'est pas arrivé.»

De retour devant chez lui, Julius Grey invite *Le Devoir* à entrer pour poursuivre la conversation. À peine la porte poussée, de la musique classique envahit nos oreilles. La femme de M. Grey, Lynne, vient se joindre à nous au salon, une pièce bondée de livres.

«Le plaisir de vivre à Westmount, c'est que les gens partent les fins de semaine et l'été alors nous avons notre cour arrière pour nous seuls», lance-t-elle à la blague.

«Westmount n'est plus ce que c'était il y a 40 ans, ajoute Lynne. C'est plus cosmopolite et, dans bien des domaines, la vie est similaire à celle d'autres arrondissements. Quand je me promène rue Monkland ou que je vais au soccer avec mes enfants dans N.D.G., je ne vois pas de grande différence.»

Enfin détaché et la langue pendante, Vivaldi court à la cuisine boire de l'eau. Il revient peu après et s'étend de tout son long sur le plancher. Nul doute, l'air frais et la promenade ont gobé toute son énergie.

## Westmount en quelques mots

■ **Limites:** l'arrondissement s'étend sur près de quatre kilomètres carrés sur le flanc ouest du mont Royal. Le tracé de son territoire ne suit pas une ligne droite, mais on peut dire qu'il s'étend d'est en ouest de l'avenue Atwater à l'avenue Grey et, du nord au sud, du haut de la montagne à l'autoroute Ville-Marie.

■ **Population:** le secteur compte 20 253 résidents dont 9533 ménages. Les 65 ans ou plus comptent pour 20 % de la population et les jeunes de 0 à 19 ans pour 21 %. Le nombre moyen d'enfants par famille est de 1,1, soit le même taux que celui observé sur le territoire de la Ville de Montréal.

■ **Histoire:** l'arrondissement n'est ni plus ni moins que l'ancienne ville de Westmount autrefois enclavée dans Montréal. C'est en 1895 que cette municipalité a hérité de son célèbre nom. Ville de Côte-Saint-Antoine est alors devenue cité de Westmount. Cette période coïncide avec la construction de la rue Sherbrooke de manière à ce qu'elle traverse la ville et avec la mise en activité du chemin de fer électrique. Ces deux éléments

ont hautement contribué à l'installation de nouvelles familles dans cette banlieue résidentielle. La population est passée de 1850 à 10 000 habitants de 1874 à 1902. La plus importante phase de construction s'est déroulée avant 1946 où plus de 55 % des logements y ont été construits.

■ **Situation linguistique:** l'anglais est la langue parlée à la maison par 73 % de la population de l'arrondissement et le français est parlé par 19 %. Il faut noter que 70 % des résidents de Westmount ont une connaissance fonctionnelle de ces deux langues. La langue non officielle la plus parlée est l'arabe (langue maternelle de 2 % de la population).

■ **Économie:** le revenu moyen est de 59 059 \$ par habitant (il est de 21 762 \$ pour le reste de la ville) et celui des ménages est de 132 844 \$. Il est cependant à noter que 15 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Au total, 46 % des résidents sont propriétaires (contre

34 % en moyenne dans le reste de Montréal).

■ **Loisirs et communauté:** Westmount compte 13 parcs de taille et de formes variées qui abritent plus de 11 000 arbres. Les plus flamboyants sont le parc Summit (57 acres), le parc King George (14 acres) et le parc Westmount (26 acres).

On peut y pratiquer toutes sortes de sports allant de la marche aux patins à roues alignées en passant par le tennis, la natation, le football et le soccer. L'arrondissement possède également l'une des bibliothèques publiques les mieux garnies de l'île de Montréal.

■ **Scolarité:** avec 68 % de sa population qui a entrepris des études

universitaires, Westmount est l'arrondissement où il y a le plus fort taux de scolarisation de la ville. À peine 2 % des résidents n'ont pas terminé leur 3<sup>e</sup> secondaire. On observe une forte concentration de diplômés en commerce, gestion, administration et en sciences sociales.

L'anglais est la langue parlée à la maison par 73 % de la population

C a h i e r s p é c i a l



Rentrée littéraire



août

Tombée publicitaire le 16 août

LE DEVOIR

LE DEVOIR

## LE MONDE

TERRORISME

## Le pape dénonce avec virulence la violence au Proche-Orient

ASSOCIATED PRESS

Castel Gandolfo — Évoquant une «souffrance» personnelle face au bain de sang sur la Terre Sainte, le pape Jean-Paul II s'est livré hier à une dénonciation des plus virulentes de la violence au Proche-Orient, déplorant la situation des Palestiniens soumis à une «punition collective» et celle des Israéliens soumis à une peur journalière d'attaques terroristes.

«Quand est-ce que l'on apprendra que la coexistence entre Israéliens et Palestiniens ne peut résulter des armes? Ni les attaques, ni les murs de séparation, ni la riposte n'ouvriront jamais la voie à une solution juste au conflit en cours», a lancé Jean-Paul II lors d'un discours aux pèlerins dans sa résidence d'été à Castel Gandolfo, près de Rome.

«Le pape souffre avec ceux qui pleurent leurs morts et les destructions», a-t-il poursuivi, ajoutant qu'il se sent «proche, avant tout, des nombreux innocents qui payent le prix d'une telle violence».

Affaisé sur une chaise, le pape manquait parfois de souffle pour faire son discours alors qu'un vent d'été d'une fraîcheur inhabituelle ébouriffait ses cheveux et soulevait des pans de sa robe. Mais il a semblé rassembler toute sa force dans

sa voix pour prononcer un discours puissant, l'une de ses condamnations les plus retentissantes des massacres, de la peur et des difficultés qui sont le sort quotidien des Israéliens et Palestiniens.

Jean-Paul II a rendu hommage aux souffrances des deux peuples durant les décennies passées: aux Palestiniens «expulsés de leurs propres terres, ou forcés, ces derniers temps, de vivre un état de siège permanent, [étant] pratiquement l'objet d'une punition collective», et aux Israéliens, «qui vivent dans la peur quotidienne d'être la cible d'attaques anonymes».

Au sujet des rassemblements des musulmans dans les mosquées les vendredis, le pape a condamné le «couvre-feu rigide, le jour de la prière hebdomadaire, [qui] empêche les croyants de se rendre dans leurs lieux de culte», estimant qu'il s'agit là d'une «violation d'un droit fondamental, celui de la liberté de culte».

En conclusion, le souverain pontife a lancé un appel aux dirigeants palestiniens et israéliens à entamer des «négociations loyales», et demandé à la communauté internationale de travailler avec plus de détermination pour «être présent sur le territoire, offrir une médiation pour créer les conditions d'un dialogue fructueux».

Proche-Orient

## Pas de paix en perspective

Dans la bande de Gaza, un Palestinien a été tué hier par l'armée israélienne. Basil Naji, un militant du Hamas, a laissé sa revendication sur vidéo.

CHAHDI AL-KACHIF  
REUTERS

Gaza — L'armée israélienne a abattu un Palestinien hier lors d'une fusillade dans la bande de Gaza quelques heures après des entretiens à Washington entre une délégation palestinienne et des responsables américains que Yasser Arafat a qualifiés de «très positifs».

En Cisjordanie, un tireur palestinien a tué samedi soir une Israélienne et grièvement blessé son mari dans la colonie juive de Mehora où il s'était infiltré, avant d'être lui-même abattu par des soldats de Tsahal, a annoncé l'armée.

«A Jenine, des Palestiniens ont attaqué les forces militaires israéliennes, dont deux membres ont été blessés», a déclaré Tsahal. Cette attaque a été revendiquée par un membre des Brigades des martyrs d'al-Aksa, qui a précisé que l'action avait été menée conjointement avec le Hamas et le Jihad islamique. Ces deux organisations n'ont pas confirmé l'information.

Aux États-Unis, George Tenet, directeur de la CIA, a eu un entretien d'une heure samedi avec le ministre palestinien de l'Intérieur, Abdel Razzak al-Yahya, au siège de la CIA à Langley (Virginie), près de Washington.

Les deux hommes ont discuté d'un projet américain pour la reconstruction des services de sécurité palestiniens censée permettre de réfréner les attentats suicide, condition de la reprise de discussions avec Israël après 22 mois d'intifada et de la création d'un État palestinien.

«Ces discussions ont été très positives», a déclaré Yasser Arafat depuis Ramallah, en Cisjordanie, en référence aux entretiens palestiniens avec George Tenet et avec le secrétaire d'État américain Colin Powell et la conseillère pour la sécurité nationale Condoleezza Rice les jours précédents.

Arafat a annoncé vendredi que les États-Unis, la Jordanie et l'Égypte superviseront la réforme de ses services de sécurité, acceptant pour la première fois une intervention étrangère dans ces restructurations.

Haïm Ramon, président de la commission parlementaire israélienne des Relations étrangères et de la Défense, a cependant déclaré que l'Égypte avait perdu de son efficacité dans la médiation au

Proche-Orient à cause de la crispation de ses relations avec Israël.

## Fusillade dans la bande de Gaza

Depuis jeudi, des responsables palestiniens ont eu à Washington des entretiens qui sont les premiers contacts de haut niveau entre les deux parties depuis que George W. Bush s'est prononcé le 24 juin pour une mise à l'écart de Yasser Arafat.

Mais le président de l'Autorité palestinienne ne s'est montré guère optimiste hier sur une perspective de paix. «Les dirigeants israéliens cherchent seulement à accroître leurs efforts militaires et ne veulent pas parvenir à la paix», a-t-il déclaré.

Dans la bande de Gaza, un Palestinien a été tué hier par l'armée israélienne, a-t-on appris de source militaire. Il s'agissait de Basil Naji, un militant du Hamas, qui a laissé sa revendication sur cassette vidéo. Une fusillade a éclaté après qu'un civil israélien venu réparer une clôture de protection israélienne a été pris pour cible et blessé par des tirs palestiniens.

Des chars de Tsahal ont pris position autour du lieu de la fusillade, ont indiqué des témoins palestiniens et les forces de sécurité. Des soldats ont fouillé des maisons et les voitures circulant sur l'axe nord-sud le long de la côte de la bande de Gaza.

Dix Palestiniens ont été arrêtés, dont quatre appartiennent aux services de renseignement, ont indiqué les témoins.

Le corps de l'employé municipal palestinien abattu samedi à Naplouse par l'armée israélienne a par ailleurs été juché sur un vieux camion de pompier, hier, lors d'une procession vers le cimetière d'un camp de réfugiés voisin.

Le mouvement islamique Hamas a revendiqué l'attaque contre la colonie juive de Mehora, dans la vallée du Jourdain.

Le Hamas a intensifié ses attaques depuis qu'Israël a tué le commandant de sa branche militaire, Salah Chehade, ainsi que 14 autres Palestiniens, dont neuf enfants, lors d'un raid aérien opéré le mois dernier à Gaza. L'une des 14 victimes est un homme qui est mort ce week-end des suites de ses blessures, a-t-on appris de source médicale.

Au moins 1497 Palestiniens et 587 Israéliens sont morts depuis le début du soulèvement palestinien en septembre 2000.

REUTERS

Téhéran — L'Iran a confirmé hier avoir livré à l'Arabie saoudite seize combattants du réseau al-Qaïda qui s'étaient réfugiés dans la République islamique après avoir fui l'Afghanistan.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al Fayçal, avait auparavant annoncé dans un entretien accordé au Washington Post que les membres du réseau islamiste d'Oussama ben Laden avaient été extradés en juin.

Selon le prince Saoud, les Iraniens ont remis les seize islamistes à l'Arabie en sachant que tout renseignement obtenu durant leurs interrogatoires serait communiqué aux États-Unis dans le cadre de la «guerre contre le terrorisme» décrétée

par Washington.

«L'Iran, dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, a livré les Afghans d'origine arabe qui étaient entrés en Iran depuis leurs pays respectifs», a déclaré à Reuters un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, sans préciser quels autres pays étaient concernés.

«Vérifier s'ils appartiennent à al-Qaïda, ou toute autre information qui les concerne, revient à ces pays», a-t-il ajouté.

## Coopération entre Téhéran et Washington?

Le prince Saoud a dit au Washington Post que des responsables saoudiens s'étaient rendus en Iran courant mai pour interroger ces membres du réseau res-

ponsable selon Washington des attentats du 11 septembre contre New York et Washington.

«Nous avons demandé [aux Iraniens] de nous les remettre et ils l'ont fait», dit-il.

«Non seulement l'Iran a coopéré avec l'Arabie saoudite dans le conflit d'Afghanistan, mais il a coopéré d'abondance avec les États-Unis», ajoute-t-il.

D'après le Post, le ministre saoudien a laissé entendre que l'Iran avait collaboré directement avec les États-Unis dans la lutte contre al-Qaïda, mais en se refusant à plus de précision.

«Les États-Unis et l'Iran peuvent dire quel degré de coopération est intervenu entre les deux pays», déclare-t-il.

Le républicain Fred Thompson, membre de la Commission

des renseignements du Sénat américain, a estimé que les déclarations saoudiennes étaient exagérées, soulignant que Téhéran avait «coopéré» avec le réseau islamiste et soutenu ses membres par le passé.

Accusé en début d'année par le président George W. Bush de former, avec l'Irak et la Corée du Nord, un «axe du mal» en quête d'armes de destruction massive, l'Iran a vigoureusement rejeté ces accusations américaines.

Selon le Post, les seize membres du réseau clandestin, qui étaient détenus en Iran avec quatre femmes et six enfants, se trouvent toujours en territoire saoudien. Le journal ajoute cependant que des responsables du royaume ont refusé de préciser s'ils étaient maintenus en détention.

## «Liberté pour le pays basque»



PABLO SANCHEZ REUTERS

DES MILITANTS du parti séparatiste basque Batasuna se sont rassemblés hier pour protester contre la volonté du gouvernement espagnol de l'interdire. Arnaldo Otegi, chef de Batasuna, a conduit la manifestation pacifique dans les rues de Saint Sébastien, derrière une banderole barrée, en espagnol et en basque, des slogans «Halte au fascisme» et «Liberté pour le Pays basque». «Vive l'ETA armée!», «Indépendance!» scandaient certains des manifestants. Ils étaient un millier selon certains journalistes, mais la police n'a pas donné d'estimation officielle. Les deux principales formations politiques espagnoles se sont mises d'accord samedi pour utiliser une loi controversée afin d'interdire Batasuna, qui partage les mêmes objectifs séparatistes que l'ETA mais qui a toujours rejeté tout lien avec l'organisation armée. Cette dernière a tué plus de 800 personnes depuis 1968. Le Parti populaire au pouvoir et l'opposition socialiste ont appelé à la tenue d'une séance parlementaire pour donner au gouvernement un mandat lui permettant de demander à la Cour suprême l'interdiction légale de Batasuna. Une loi controversée adoptée en juin stipule que les partis qui soutiennent, justifient ou excusent les actions terroristes peuvent être interdits. Hier soir, un attentat à la voiture piégée imputé à l'organisation séparatiste basque ETA avait fait deux morts, dont une fillette de six ans, dans la station balnéaire de Santa Pola, près d'Alicante.

## Saddam est prêt à accueillir des inspecteurs en Irak

PETER GRAFF  
REUTERS

Londres — Lors d'une entrevue secrète, le président irakien Saddam Hussein a promis à un parlementaire britannique de donner à des experts en armements un accès sans entrave à son pays, rapporte le Mail on Sunday.

Le député George Galloway, membre du Parti travailliste de Tony Blair qui tient aussi une chronique dans l'édition écossaise du journal dominical, a rencontré le dirigeant irakien dans un bunker souterrain à proximité de Bagdad, selon le Mail.

Saddam Hussein a assuré à cette occasion qu'il appliquerait toutes les résolutions de l'ONU sur l'Irak et admettrait des inspecteurs en armements sans entrave», rapporte le journal.

Le Mail précise que le président irakien a appelé de ses vœux de meilleures relations avec la Grande-Bretagne.

«Nous ne savons pas pourquoi vous vous êtes retournés contre nous plus qu'aucun autre pays européen», a dit Saddam Hussein lors du journal.

Le maître de Bagdad a toutefois aussi repris à son compte des paroles de Winston Churchill pour affirmer que, dans l'hypothèse d'une invasion de son pays par des forces occidentales, «nous nous battons dans les rues, sur les toits, de maison en maison, nous ne nous rendrons jamais».

Ces propos n'ont pas semblé modifier l'opinion du Foreign Office à l'égard du président irakien.

«Cela ne change rien. Saddam Hussein sait très bien ce qu'il a à faire, c'est-à-dire se conformer aux résolutions des Nations unies. La balle est dans son camp», a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères britannique.

«Aucune décision n'a été prise quant au lancement d'une opération militaire. Mais nous sommes liés avec les États-Unis dans notre détermination à faire face à la menace des armes de destruction massive», a-t-il ajouté.

La rencontre de Saddam Hussein avec George Galloway, député non conformiste qui a effectué plusieurs visites à Bagdad dans le passé, intervient au moment où le premier ministre britannique se voit reprocher de plus en plus fortement son soutien à la ligne dure adoptée par les États-Unis envers l'Irak.

## Effort diplomatique

Blair est le seul dirigeant occidental d'un certain poids à s'être nettement rallié à la position de Washington sur l'Irak, bien qu'aucune décision n'ait encore été prise quant au déclenchement d'une opération militaire visant à renverser le régime de Bagdad.

Les sondages laissent penser qu'une guerre contre l'Irak serait impopulaire en Grande-Bretagne, et certains membres du Parti travailliste au pouvoir comptent parmi les plus virulents adversaires d'une telle entreprise.

«Je crois que le mouvement antiguerre prend de l'ampleur en Grande-Bretagne et le message de Saddam que je rapporte est de nature à l'encourager. Saddam a visiblement compris qu'il faut que l'on voie l'Irak faire un effort sur le plan diplomatique, et il a promis de le faire», déclare Galloway.

Dans des interviews accordées ces dernières semaines à la presse britannique, des responsables irakiens ont exprimé l'espoir d'ébranler l'adhésion de Londres au point de vue de Washington.

Les gouvernements américain et britannique accusent l'Irak de violer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui lui font obligation d'accueillir des inspecteurs en désarmement pour qu'ils recherchent les armes de destruction massive que Bagdad est soupçonné de soustraire à tout contrôle. La levée des sanctions imposées à l'Irak après son invasion du Koweït dépend du respect de ces obligations.

Londres et Washington ont rejeté comme une manœuvre dilatoire la récente offre de Bagdad de tenir des discussions techniques sur le retour éventuel des inspecteurs en désarmement de l'ONU. Les inspecteurs ont quitté l'Irak en 1998, peu avant des raids aériens anglo-américains décidés pour punir Bagdad de sa non-coopération avec eux.

Samedi, l'Irak a dit attendre une réponse officielle du Congrès américain, qu'il a invité par lettre à dépecher une délégation à Bagdad.

La lettre irakienne précisait que des experts en armements pourraient figurer dans la délégation américaine et que celle-ci aurait libre accès à tout site soupçonné de servir à la mise au point d'armes de destruction massive. La Maison-Blanche a rejeté l'invitation, demandant des actes — le désarmement — et non des paroles. Mais la présidence américaine a reconnu que le dernier mot reviendrait aux parlementaires.

EN BREF

## Congo-Kinshasa: 15 autres corps près de Bunia

Nairobi, Kenya (AP) — Les observateurs des Nations unies ont découvert hier 15 corps supplémentaires à Bunia dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC). Selon certaines informations les soldats ougandais et des combattants tribaux auraient pris la ville aux rebelles congolais, selon des responsables de l'ONU. Les corps, découverts à la résidence du gouverneur rebelle, qui avait fui vendredi Bunia, portent le bilan des combats pour le contrôle de la ville à plus d'une centaine de morts, selon Hamadou Toure, porte-parole de la Mission des Nations unies au Congo (MINUC). On ignorait si les derniers cadavres retrouvés étaient ceux de civils ou de combattants. Les corps de 85 civils avaient été découverts plus tôt dans la semaine par les observateurs militaires de l'ONU. Onze soldats ougandais ont également péri dans les combats à Bunia, à 1.575km au nord-est de Kinshasa.

## Attentat à la bombe au Liban

Beyrouth (Reuters) — Trois bombes ont explosé hier dans un immeuble résidentiel près de Beyrouth, la capitale libanaise, tuant une femme et blessant grièvement sa fille, a-t-on appris de sources proches des services de sécurité. La femme blessée est l'épouse d'un officier de police, cible vraisemblable des attentats. Il ne se trouvait pas à son domicile de la ville de Betchay au moment des explosions. Des responsables de la sécurité ont estimé que l'incident était probablement dû à un règlement de comptes contre le policier, qui travaille dans une prison.

## Scrutin

## «présidentiel» au Karabakh

Stepanakert, Azerbaïdjan (AFP) — Les électeurs de la région sécessionniste azerbaïdjanaise du Nagorny Karabakh se sont rendus aux urnes hier pour élire leur «président» lors d'un scrutin jugé illégitime par la communauté internationale. Quelque 90 000 électeurs sur une population de 150 000 habitants, en grande majorité des Arméniens, étaient appelés à voter dans cette région qui appartient officiellement à l'Azerbaïdjan. Le taux de participation s'élevait à 51 % vers 16h locales (11h GMT), quatre heures avant la fermeture des bureaux de vote. La participation pourrait atteindre 80 %, selon le président de la commission électorale, Sergueï Davdian. «Rien ne nous a été signalé par les observateurs. Le scrutin s'est déroulé sans incident», a déclaré M. Davdian à la fermeture des bureaux de vote. Les premiers résultats devaient être connus tôt ce matin. Le «président» Arkadi Goukassian, candidat à sa propre succession pour un nouveau mandat de cinq ans, est donné gagnant. M. Goukassian, 45 ans, qui avait échappé à un attentat il y a deux ans, a affirmé qu'il poursuivrait le processus d'indépendance déjà entamé. Le principal rival de M. Goukassian est un ancien président du parlement Artur Tovmassian. Le chef du parti chrétien-démocrate Albert Kazarian et le chef du Parti républicain de l'Unité Grigori Afanassian sont également candidats, mais n'ont aucune chance de l'emporter.

## É D I T O R I A L

## La ferme du Zimbabwe

Au cours de cette année, alors que la campagne pour la présidence du Zimbabwe battait son plein, Robert Mugabe avait promis aux vétérans de la guerre d'indépendance d'exproprier tous les fermiers blancs. Une fois le vol des élections accompli, Mugabe a rempli sa promesse. Depuis trois jours, les agriculteurs blancs doivent être partis avec armes et bagages.

Lors de la récente campagne électorale, Mugabe avait opté pour le slogan suivant: «L'économie, c'est la terre.» Il avait axé tout son programme sur la redistribution des terres cultivées par les Blancs. Sa volonté consistait alors en l'appropriation des exploitations agricoles pour mieux les répartir entre ceux qui avaient participé, dans les années 70, au juste combat pour la décolonisation. Après avoir adopté tous ces travers qui distinguent les chefs de cliques mafieuses afin d'étouffer l'adhésion, par son rival Morgan Tsvangirai, aux traits qui fondent la démocratie, Mugabe «s'est réélu» président du Zimbabwe. Ensuite il s'est attelé, en adepte fervent du clientélisme, à l'élaboration d'un plan de spoliation des terres.

C'est à noter, pendant vingt ans, ce triste sire ne s'est jamais préoccupé du sort des vétérans. Il s'en moquait comme de la dernière guigne jusqu'à ce qu'il essuie sa première défaite électorale. Le référendum qu'il organisa, en l'an 2000, sur sa réforme de la constitution se solda par un échec. Il en fut ainsi parce que les classes sociales qui avaient formé jusqu'alors sa base avaient déserté les rangs pour mieux rejoindre ceux de la coalition que le syndicaliste Tsvangirai était en train de former et qu'il avait baptisé Mouvement pour le changement démocratique (MCD). C'est donc dans la foulée de cette défaite que Mugabe se tourna vers le seul clan au sein duquel son nom conservait



Serge Truffaut

une certaine aura. Aux cohortes de déclassés, de laissés-pour-compte, Mugabe promit la vengeance.

Un premier train d'expropriations fut décidé qui illustre combien la corruption est répandue au sein des membres du gouvernement. En effet, les 70 plus importantes exploitations agricoles sont devenues la propriété de ministres et de proches de Mugabe. Les vétérans? Bof...! On les a oubliés. Ou plutôt on les a excités, on a aiguisé leurs rancœurs pour mieux les instrumentaliser à des fins politiques. Lesquelles? La prise en otage des élections tenues en mars dernier. Au cours des deux dernières années, les vétérans à qui on avait promis des lopins de terre ont été transformés, si l'on ose dire, en miliciens aux services de Mugabe.

Après avoir semé la terreur ici et là, ces vétérans devraient récolter la mise dans les semaines qui viennent. Les terres cultivées par les Blancs totalisent 32 % des superficies propices à l'exploitation. On estime que les 10 millions d'hectares que cela représente sont détenus par 3000 Blancs qui emploient 350 000 personnes. Fait à souligner, ces fermes sont davantage des entreprises agricoles que des fermettes. Des entreprises qui sont le cœur, selon les spécialistes, de l'économie du pays avec les mines.

À l'évidence, ces chiffres indiquent une forte distorsion. Qu'un nombre restreint de Blancs détiennent autant de terres suscite évidemment des questions. Si l'on en croit ces derniers, un pourcentage important de ces terres a été acheté à ceux qui avaient choisi de quitter le Zimbabwe au lendemain de l'indépendance. Ceux qui sont restés, ceux qui aujourd'hui sont expropriés, vont tout perdre car ce cher Mugabe n'entend pas assortir le processus en cours de réparations financières. Quand bien même il le voudrait, on se demande où il trouverait l'argent. Le pays en effet est en faillite.

Qu'on y songe: le taux de chômage atteint 60 %, l'inflation dépasse les 110 %, le taux d'intérêt est à 70 %. Les étrangers entendent d'autant moins pousser à la roue de la finance que Mugabe et ses sbires les ont passablement échaudés. Comment? En nationalisant ceci, en refusant de rembourser cela. Bref, depuis 22 ans qu'il gouverne Mugabe s'est aliéné pratiquement tout le monde, notamment bien de ses voisins immédiats. Toujours est-il qu'il n'entend pas verser un sou aux fermiers éconduits.

À son avis, c'est la Grande-Bretagne qui devrait puiser dans ses coffres pour rembourser tous les frais inhérents à cette opération. Cette attitude a ceci de très singulier qu'elle est riche d'un enseignement de la première importance. Voilà en effet un président qui refuse d'assumer les responsabilités qui vont avec sa fonction.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information MICHEL VENNE  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

## Fraîcheur mentholée

Avec l'ADQ, il y a vraiment un vent de fraîcheur mentholée qui fait une jolie brise sur le Québec. C'est parce que nos candidats sont maintenant disponibles dans toutes nos succursales.

En achetant l'ADQ, vous obtenez en prime plusieurs promesses dont vous ignorez le contenu: ce sont des surprises, toutes plus utiles les unes que les autres. En découvrant le coupon-rabais selon le pointillé, vous payez 0 % à l'achat et vous retournez le véhicule au bout de quatre ans, sans frais supplémentaires. Le client est important pour nous et il n'est pas nécessaire de comparer les prix offerts par la concurrence parce qu'on trouve de tout sous le toit de l'ADQ.

Des bons d'éducation à deux vitesses sont disponibles. Certaines conditions s'appliquent en petits caractères qu'il n'est pas nécessaire de lire car il faut agir vite, vite, vite. Nous offrons le système de santé à deux vitesses, avec vitres teintées (pour ne pas être vus par les démunis), pour aussi peu que 299 \$ par mois, payables la vie durant. Un taux d'imposition unique sera appliqué, pour combattre le misérabilisme et les pellicules avec une nouvelle fragrance.

Notre produit lave plus blanc que tous les autres partis réunis. Nos candidats sont imbattables. C'est un nouveau produit: le contenu importe peu. Soignez votre apparence: ayez l'air plus jeune en votant ADQ, faites disparaître le gris. Votez maintenant et payez plus tard. L'ADQ vous offre du soleil à des prix fous! J'arrête ici car le message publicitaire de 30 secondes est terminé.

Jacques Fournier  
Montréal, le 28 juillet 2002

## Projet de société

Les grands ténors de la privatisation sont engagés dans la promotion d'un État amaigri, résolument ouvert à la libre circulation des biens et des services; ils voient là le salut pour tout le monde.

Ces mêmes ténors ont sans doute négligé de voir les conséquences d'un tel engagement lors du récent épisode de la hausse de l'électricité en Ontario aux prises avec la canicule qui a affecté les gens de la province voisine, le mois dernier.

Les lois du marché — logique capitaliste oblige — font que plus la demande augmente, plus les prix exigés grimpent à leur tour. Tout comme les prix de l'essence qui ont spontanément augmenté juste avant le début des vacances de la construction au Québec.

Cette hausse de l'électricité n'a probablement pas dérangé beaucoup les foyers qui peuvent se payer des climatiseurs; elle a affecté les gens à faible revenu qui ont dû payer plus cher pour cuire leurs aliments, laver leur linge et leurs enfants; elle les affectera encore davantage, cet hiver, quand l'électricité augmentera à mesure que le froid se fera plus cinglant.

Ce principe capitaliste est tout à fait contraire aux valeurs de partage que professent nos sociétés et au rôle d'un État qui se veut au service de tous ses citoyens et citoyennes, dispensant les services répondant aux nécessités vitales de sa population, prioritairement celles des plus faibles, des plus pauvres.

Devant ces promoteurs de la privatisation, qui sont souvent ceux et celles qui réclament des impôts toujours plus bas, toute personne de bonne volonté se voit acculée à un choix: travailler et voter pour une société qui assure à tous ses membres ses besoins essentiels, ou favoriser une société qui assu-

re aux entreprises la liberté de faire toujours plus d'argent, même en tirant avantage des besoins essentiels de ses membres les plus vulnérables.

Normand Breault  
Montréal, août 2002

## Business ou médecine?

Il faut en parler! Les urgences ne sont-elles pas un service essentiel? Elles permettent de sauver des vies immédiatement menacées. En conséquence, elles doivent être ouvertes sept jours sur sept, 24 heures sur 24 partout au Québec.

Les urgences sont à la base des services de santé et doivent même en être l'une des portes principales d'entrée. La médecine est un service essentiel. Quelqu'un doit être en conséquence, les effectifs médicaux doivent être répartis dans toutes les régions selon les besoins de la population. Les négociations avec les fédérations de médecins ont très évidemment atteint leurs limites. Les services publics de santé ne peuvent être assimilés à de la *business* ni être un champ de bataille politique.

Une législation d'encadrement s'impose donc tant dans l'intérêt de la population que des médecins eux-mêmes. Les effectifs médicaux étant répartis selon les besoins, les médecins seront soulagés de trop lourdes tâches et auront un meilleur qualité de vie. Le ministre de la Santé, François Legault, doit être félicité pour son initiative. À déplorer cependant, encore une fois, l'attitude de Jean Charest, chef du PLQ. Tout comme pour les fusions, il adopte à ce sujet une position rétrograde, démagogique et nuisible aux changements nécessaires.

Jean-Paul Paquette  
Ville-Marie, 7 août 2002

## LIBRE OPINION

## Le jeu compulsif, un problème mondial

PIERRE DESJARDINS

Professeur de philosophie au collège Montmorency

Personne ne s'entend vraiment sur la définition du joueur compulsif. C'est ce qui explique que personne ne s'entende non plus sur leur nombre. Selon un sondage réalisé par la firme Léger Marketing en septembre 2001 à l'occasion du Forum sur le jeu pathologique, 5 % des Québécois se considèrent eux-mêmes joueurs pathologiques. Selon Loto-Québec toutefois, il ne s'agirait que de 2,1 % de la population et les 2,4 % restants seraient constitués de gens qui ne sont pas encore joueurs pathologiques, mais qui craignent de le devenir.

Ce qui semble sûr par contre, c'est que, comme dans bien d'autres endroits du monde, leur nombre est en dangereuse progression depuis quelques années. Chez nous, cette progression se fait sentir plus précisément depuis 1993 avec l'installation de machines «vidéopoker» dans toute la province. Pour toute l'Amérique du Nord, le nombre moyen de joueurs compulsifs avancé par la Medical School de l'Université Harvard serait actuellement de 1,29 %. À ce titre, nous serions donc au Québec de 81 % au-dessus de cette moyenne. Et, chez les jeunes du Québec, on parle même de 4,7 % pour 2001! Un jeune sur 20 serait aujourd'hui joueur compulsif chez nous! Et, à ces tristes statistiques, il ne faudrait pas non plus oublier d'ajouter de 10 % à 15 % de gens qui, chez nous, ont tendance à parier bien au-delà de leurs moyens financiers.

Mais, consolons-nous: il y a pire que chez nous! Ainsi, dans certains autres endroits du monde, comme en Australie par exemple, le jeu compulsif est un fléau national majeur, car il a pris l'aspect d'une véritable épidémie. Les experts en ce domaine considèrent toutefois que la tendance que l'on retrouve en Australie est de mauvais augure puisque le risque de se répandre rapidement dans le monde si les gouvernements locaux ne réagissent pas assez vite. Car aujourd'hui, presque partout

dans le monde, le jeu a été légalisé. Or, bien que les gouvernements y voient pour l'instant une occasion en or pour garnir leurs coffres sans devoir faire appel à des hausses d'impôts, (une mesure toujours impopulaire auprès de l'électorat), il est cependant à prévoir que, tout comme dans le cas de la cigarette, ces mêmes gouvernements, devant la déchéance sociale qu'entraînera inéluctablement le jeu dans les prochaines années, se verront contraints par des citoyens frustrés d'en limiter progressivement l'accès, voire, à terme, de l'interdire carrément. C'est ainsi que l'on peut comprendre le sens du recours collectif intenté chez nous par d'ex-joueurs compulsifs ruinés.

Mais qu'en est-il, demanderont plusieurs, du joueur compulsif lui-même? Pourquoi l'État devrait-il payer pour quelqu'un qui n'a pas su contenir intelligemment sa passion du jeu? Dans un système libéral comme le nôtre, chacun n'est-il pas responsable de ses gestes? Alors, pourquoi l'État devrait-il payer pour ce qui apparaît comme étant une défaillance individuelle?

À toutes ces questions, il n'y a pas de réponses faciles. Mais, pour y voir plus clair, faisons le portrait type du joueur compulsif: disons d'abord qu'avant de consulter, il va tout jouer! De sa montre à sa voiture, de ses REER jusqu'à sa maison tout en perdant habituellement sa famille et son emploi dans sa folie. Car c'est malheureusement de folie qu'il s'agit ici. Selon les dernières statistiques en ce domaine, le joueur compulsif qui se décide enfin à demander de l'aide extérieure a déjà perdu entre 75 000 \$ et 150 000 \$ au jeu. Plus de 28 % de ces joueurs ont d'ailleurs déjà déclaré faillite avant de le faire. Deux joueurs sur trois auront déjà commis des crimes en vue de rembourser leurs dettes ou pour jouer encore plus...

Aussi, n'est-il pas surprenant d'apprendre que les

centres d'hébergements pour sans-abri et les prisons regorgent d'ex-joueurs. À la Maison du Père, par exemple, sur les 960 nouveaux sans-abri reçus en l'an 2000, pas moins de 175 étaient des victimes directes du jeu. Parmi celles-ci, 90 % auraient eu des pensées suicidaires. Alors que nous ne parlions que de six suicides reliés au jeu en 1997, en l'an 2000, 31 personnes se sont donné la mort à cause du jeu selon les données compilées par François Houle du Bureau du coroner du Québec. A Boisbriand, un homme s'est pendu après avoir joué et perdu 70 000 \$ de REER. Depuis trois ans, c'est 73 personnes qui se sont enlevé la vie au Québec à la suite de problèmes de jeu.

Deux  
joueurs sur  
trois auront  
déjà commis  
des crimes  
en vue de  
rembourser  
leurs dettes  
ou pour  
jouer encore  
plus...

Mais comment, se demande-t-on encore davantage, quelqu'un peut-il en arriver là. Comment, par exemple, quelqu'un d'intelligent (beaucoup parmi les joueurs compulsifs sont des professionnels ou des cadres moyens et supérieurs) peut-il être à ce point hypnotisé par le jeu qu'il en vient à flatter sa machine et à lui parler, à porter des couches lorsqu'il va au casino afin d'espacer ses visites aux toilettes et à croire qu'il demeure encore, malgré tout ce qu'il a déjà perdu, maître du hasard?

Le jeu est considéré comme une maladie mentale depuis 1958. C'est le psychiatre Edmund Bergler qui, le premier, dans son livre *The psychology of Gambling* (International Universities Press), va définir le joueur compulsif comme un névrosé qui possède le désir inconscient de perdre et cela, bien qu'il considère consciemment que le gros lot lui revient. Sans entrer dans les détails complexes de cette approche, disons qu'à partir de Bergler et un peu plus tard en 1987, grâce aux travaux d'un autre psychiatre de calibre international du nom de Rosenthal, le jeu pathologique sera étudié comme une forme spécifique de maladie mentale.

Carencé affectivement par sa mère dans la prime enfance, dira Bergler, le joueur compulsif mène un combat pour contraindre le hasard à se montrer particulièrement bienveillant à son égard. Inconsciemment, il sait cependant qu'il va tout perdre, exactement de la même manière que, lorsque devant sa mère, il fut toujours perdant. Dans ce combat absurde contre son destin, le joueur entre alors, explique Bergler, dans un état d'hyperactivité malade. Possédé par le jeu, il jouera sans cesse et cela, à toutes les heures du jour et de la nuit.

Ce qui le motive ainsi, c'est la participation à un enjeu psychologique, un enjeu qui dépasse de beaucoup le simple enjeu matériel du montant à gagner, montant que, de toute façon, notons-le, le joueur compulsif ne gardera jamais. En effet, s'il a l'heureux privilège de remporter un montant, ce sera pour lui une gratification personnelle si grande qu'il considérera cela comme un signe du ciel voulant qu'il est sur le point d'être enfin reconnu à sa juste valeur. Mais, aussitôt, s'empressera-t-il de rejouer la somme gagnée, et ce, indéfiniment, c'est-à-dire jusqu'à ce que les lois de probabilité le rejoignent et le jettent dans la déchéance. En réaffirmant par le jeu le rapport d'éternel perdant qu'il avait avec sa mère, il actualisera son destin: celui de l'être éternellement mal-aimé.

Les principales caractéristiques du joueur compulsif sont les suivantes: il aura tendance à cacher ses billets de loterie à la famille ou aux amis. Il augmentera progressivement les sommes qu'il mise afin de maintenir un état d'excitation suffisant. Il mentira à son entourage pour dissimuler l'ampleur réelle de ses habitudes de jeu ou de ses pertes, et, dès qu'il sera empêché de jouer, il deviendra irritable et agité. Il préférera s'isoler pour jouer. Il aura tendance à jouer de plus en plus fréquemment en planifiant et en réfléchissant sans cesse à de nouvelles tactiques de jeu. Finalement, disons qu'il est beaucoup plus souvent un homme qu'une femme (environ 65 % d'hommes pour 35 % de femmes).

## IDÉES

## Réflexions d'un militant sur son mouvement

*La révolution viendra au terme d'une période où les éléments de la gauche travailleront encore plus fort et mieux que ceux de la droite qui ont pourtant tous les moyens de leur côté, mais très peu d'idées*

GABRIEL ANCTIL

Co-réalisateur du film *Ce n'est qu'un début...* (2002) sur le Sommet des Amériques et sur le mouvement militant

**L**a gauche s'essouffle. Ayant pour la première fois depuis vingt ans réussi à rallier autant de gens (80 000 personnes) autour d'une cause à Québec en avril 2001, elle subit un énorme déclin depuis. Elle s'essouffle parce que les forces du marché, la répression et les médias ont prouvé sa faiblesse psychologique (de moins en moins de gens militent activement) et son manque d'imagination (tout le mouvement est concentré à organiser des manifestations).

La droite est féroce et puissante mais elle est et restera toujours en manque d'arguments pour convaincre la population lucide. C'est sa faiblesse, son talon d'Achille, la preuve de son illégitimité. Que les économistes, les journalistes, les hommes et femmes d'affaires et ces nouveaux adeptes expliquent donc au monde les inégalités séculaires. Pourquoi par exemple, les richesses s'accumulent-elles au sud de notre frontière alors que la misère atteint trois milliards d'habitants qui doivent survivre avec moins de deux dollars par jour?

Ils répondront alors que c'est la loi de la jungle: les gros mangent les petits à en devenir obèses comme ces millions d'Américains croyant trouver leur salut éternel dans cette sacrée communion avec leur président débilitant l'instant d'une vision mystique (la sacro-sainte croissance économique), avant de s'étouffer avec un prosaïque pretzel. Rien n'a donc changé depuis le début des temps.

Ensuite, il y a plein de subtilités, des chiffres et des faits qui indéniablement renforcent la gauche dans sa bataille. Il n'y a qu'à lire Noam Chomsky, Jacques B. Gélinas, Léo-Paul Lauzon, Omar Ak-touf, les pages du *Monde Diplomatique*, du *Couac*, de *L'aut'journal* ou de n'importe quel média sans but lucratif ou intéressé, pour comprendre les choses: cette situation politique et sociale est le résultat de l'irresponsabilité, de la couardise, de l'abrutissement des générations passées mais aussi présentes, qui ont perdu le réflexe de remettre en question les choses, de critiquer, de regarder le monde comme il est. La dure réalité nous entoure pourtant: même ici à Montréal ou ailleurs au Québec, dans un monde d'opulence des gens meurent de faim, de froid, de brutalité policière. Mais pourtant, la révolte ne s'affirme pas.

C'est un tour de force que de s'aliéner une population qui souffre. Cette gauche de la rue qui a démolé le mur de la honte, est en manque d'inspiration et tâte très mal le pouls de ces perdants modernes. Elle devra se réinventer pour rejoindre cette majorité constituée de laissés-pour-compte, de travailleurs, d'étudiants et d'intellectuels.

## La déconfiture des muscles

Qui a jamais cru sérieusement qu'une manifestation rassemblant une centaine de manifestants pourrait renverser le pouvoir? Personne de moins réaliste. Alors pourquoi continuer, s'acharner à organiser d'autres manifestations quand celles-ci ne regroupent toujours que les mêmes irréductibles, se terminent toujours par des arrestations et se concluent par la démolition de tous ses participants? Il y a d'autres tactiques aptes à conscientiser plus de gens.

Jouer le jeu des muscles c'est jouer le jeu de la droite, de ceux qui ont à perdre, de ces élus manigancés, des ces propriétaires milliardaires qui, possédant les médias, les armes, les pantins et les chiens, s'amuse à voir tant d'énergies s'évaporer en fumée.

À Québec lors de cette historique prise de conscience politique, le mur se devait de tomber, le symbole était trop arrogant et les manifestants bien organisés étaient soutenus par des milliers d'autres, réalisant toute l'ampleur de l'affront. Un an et quelques semaines après, le mur s'est déplacé: il se resserre, s'équipe des derniers modèles de matraque, se déplace et crie en anglais des «*move, move, move...*» en frappant sur son bouclier.

Ce mur est entraîné par les sans-pitié de la police et de l'armée qui ne dorment que dans une ville sans contestation. Se battre contre les chiens lobotomisés, les gardes de sécurité de la propriété privée, c'est oublier les vrais ennemis, les vrais maîtres. De tous temps ceux-ci se sont fait affronter les malheureux entre eux. Ils sont malins. Casser de la police, quoi que j'en rêve souvent, n'est pas la solution. Ce serait s'abaisser à leurs manipulations à coup de matraque sur la gueule, de poivre de Cayenne dans les yeux et de lacrymogène dans les poumons.

Organiser une manifestation où il y a 100-150 personnes requiert énormément de volonté et de temps. Les policiers n'ont qu'à la cerner, et hop, voilà tout le monde dans le panier à salade. C'est trop facile pour ces «*forces de l'Ordre*» qui sont des êtres sans conscience comme l'étaient les bergers allemands nazis; tant qu'ils ont leurs heures supplémentaires payées double, la possibilité de tester leurs nouveaux jouets et l'occasion d'épater les copains, avant, pendant mais surtout après les événements, ils sont heureux. La révolution, c'est quoi ça? Et qui en est le chef? Ils ont l'esprit beaucoup trop simple, ont beaucoup trop à perdre. Laissons-les donc poireauter au poste entre deux rapports, ça leur rongera les nerfs.

## Multiplier les fronts

La seule façon de battre la droite et d'organiser un véritable changement c'est de lutter sur le champ des idées. C'est un lieu de bataille où la gauche peut rassembler les gens, où elle peut les rallier à des concepts tout simples et universels comme la liberté, l'égalité, la fraternité. Mais, pour ce faire, il faudra que le mouvement militant délaisse son piédestal et la perception que certains d'entre eux entretiennent



Ayant pour la première fois depuis vingt ans réussi à rallier autant de gens (80 000 personnes) autour d'une cause à Québec en avril 2001, la gauche subit un énorme déclin depuis.

de constituer l'avant-garde éclairée du peuple. Il devra surtout se débarrasser de cette douce et naïve illusion qui lui fait encore parfois croire que les médias de masse transmettront un jour ou l'autre leur message à ses consommateurs.

Les nombreuses manifestations qui ont eu lieu à Montréal, à Québec, à Toronto et à Ottawa lors de la dernière année nous ont prouvé hors de tout doute qu'ils pouvaient mieux que quiconque tomber dans les clichés et le spectaculaire en laissant de côté les raisons politiques de tels événements. En fait, plus que la police et la répression, les médias ont réussi à creuser un véritable fossé entre la population et les manifestants qu'elle perçoit comme des voyous sans argument, sans projet véritable, sans vision. C'est alors qu'elle se retourne comme toujours vers la politique, et que voit-elle? De vieux partis s'embourbant dans les scandales et les faux pas, éblouissants de promesses, répugnants de bassesses. Et hop, voilà-t'y-pas Mario tout fringant qui paraît bien à la télévision, pur produit des médias qui, lui donnant toutes les tribunes, signent alors un tacite contrat pour partager le pouvoir. *Statu quo*: médias-politiciens-hommes d'affaires, ce nouveau trio de l'enfer. Et certains militants croient encore qu'ils l'auront cette tribune et que le bon sens l'emportera!!! Ben voyons, l'Histoire n'est pas un conte de fées et la population québécoise est informée par deux milliardaires (Péladeau et Desmarais) prêts à tout pour endormir, mal informer pour mieux manipuler.

Il faut donc couper les liens avec les médias de masse une fois pour toutes, ne plus rien attendre d'eux et alors prendre la responsabilité du message: allez voir les gens sur leurs lieux de travail, allez parler aux étudiants dans leurs écoles secondaires, collégiales, universitaires, impliquez-vous dans toutes les sphères de la société pour la transformer, la conscientiser. De cette façon, briser ce front unique annoncé et public que représentent les manifestations que la population en droit d'être armée (les policiers) n'a qu'à bloquer.

En multipliant les fronts on devient subitement invisible et beaucoup plus difficiles à contrecarrer. On

devient dangereux pour l'ordre établi parce qu'on le met face à ses propres contradictions: laissera-t-il des gens parler, penser librement même s'ils deviennent une menace à sa propre existence? Ou les musellera-t-il au prix d'afficher sa véritable nature fasciste?

## Lutter pour gagner

Il faut attaquer. Changer les domaines des idées, des livres, de la philosophie, de la sociologie, de la politique, du cinéma, de la musique, du théâtre, de la peinture mais aussi de l'éducation, de la santé, du logement, de l'alimentation, de l'énergie, de l'environnement... Partout en même temps le mouvement doit changer les esprits. Travailler dans les syndicats (il faudrait d'ailleurs aider les grévistes sur les pickets de grève comme le faisaient jadis les militants du FLQ), les associations étudiantes, les comités de quartier mais aussi individuellement, quotidiennement, changer les choses et l'entourage de chacun: donner des cours sur les médias de masse, expliquer l'importance démesurée des multinationales, proposer des améliorations concrètes aux conditions de travail de tous et toutes...

En fait, n'en déplaise à certains militants qui regardent encore la télévision en attendant la prochaine manifestation, la révolution viendra au terme d'une période où les éléments de la gauche travailleront encore plus fort et mieux que ceux de la droite qui ont pourtant tous les moyens de leur côté, mais très peu d'idées. Changer le monde ça veut dire se mouiller, se salir les mains, prouver la critique du système, mais aussi proposer des solutions, dans tous les domaines.

L'épisode du Squat de l'été dernier a surpris tout le monde. Pour répliquer à l'action des squatteurs, les réactionnaires ont dû user de leurs médias dénigreur et manipulateurs pour détourner l'opinion publique des véritables enjeux. Mais l'occupation elle-même fut un succès et elle soulève de véritables problèmes de gestion politique et économique.

Il faut innover en étant positif, jamais se dire anti-quelque chose, ça serait tomber dans le jeu de la

droite et des médias qui nous ont déjà étiqueté «*d'anti-mondialistes*» alors que le mouvement est au contraire pour les échanges et la justice mondiale. Ils mélangent tout comme toujours. Il faut continuellement présenter une solution, abandonner le négativisme et le nihilisme. Il faut se dire pour une société où l'information serait véritablement critique et au service de la collectivité, une société où les énergies seraient non polluantes, une société où l'éducation, l'alimentation et la santé seraient gratuites, une société fondamentalement démocratique où l'implication personnelle serait valorisée...

On est loin de tout cela, mais on peut y arriver prochainement. Dans l'action, uniquement, nous rejoindrons les autres. Par l'exemple mais aussi le resserrement du tissu social, nous atteindrons nos buts. Il est important de faire de l'éducation politique pour contrer les médias et les faiseurs d'images qui se spécialisent depuis bien trop longtemps dans l'abrutissement politique. Il faut distribuer des tracts, écrire des journaux, faire des films, diffuser, parler, s'exprimer. Chacun dans son domaine doit éveiller les esprits endormis et créer la discussion, la réflexion qui mènent aux propositions d'une lutte locale, d'un véritable projet de société.

S'unir au Québec pour changer notre monde avant de changer le monde. Démontrer ici avant tout qu'il est possible de faire autrement et ne pas tomber dans un autre piège de la droite voulant que les véritables problèmes se situent à l'autre bout de la planète, pour mieux cacher sous le tapis les inégalités qui nous entourent. Ne pas devenir des universalistes sans communauté de lutte.

Ne plus faire de petites manifestations, plonger et aller convaincre la population du bien de notre cause, qui alors, s'apercevra que l'image que les médias transmettaient de nous était fautive et manipulée, que nous avons un discours, des idées, un but et rien à y gagner sans le partager. Après un an de ce travail ardu et continu, après deux ans peut-être, revenir dans la rue mais cette fois beaucoup plus nombreux et légitimes pour créer un véritable changement, jusqu'au but je l'espère, mais sans quémander de l'aide ni aux policiers ni aux médias.

Chacun doit trouver sa voie. Au travail!

ballonbleu@hotmail.com

Chacun doit éveiller les esprits endormis et créer la réflexion qui mènent aux propositions d'un véritable projet de société

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duches et Christine Dumais (reluctants); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélaïc (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (films), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reay, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (commissaire); La documentation : Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Hélène Gervais, Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

MIRODROME

SUITE DE LA PAGE 1

Une salle comble, euphémisme presque aussi joli que le centre d'attention elle-même. Plein de gens aussi massés aux clôtures d'entrée, d'autres dispersés le long des toiles ceinturant le terrain, tentant d'entrapercevoir un repli de couette blonde par quelques évanescents interstices. Indescriptible peep show socialement acceptable, qui n'en posait pas moins la question du jour: en dépit de ce que toute la sagesse immémoriale de ses ancêtres lui a appris, l'humain se ferait-il aux apparences?

(D'ailleurs, si vous n'autorisez une petite considération secondaire qui a peu à voir mais permet de commencer la semaine sur le bon pied, la dernière livraison de L'Officiel du Scrabble a intégré un nouveau terme pour désigner le peep show: un mirodrome. Sérieux. Fort élégant alibi, du reste. «Qu'est-ce t'as fait, hier?» «Je suis allé assister à la projection des plus récentes productions avant-gardistes du septième art dans un mirodrome.» Un peu plus, et on vous croira abonné aux Cahiers du cinéma, comme j'ai le privilège de l'être.)

Juché, donc, pour éviter la cohue que j'exécrai jusqu'à mon dernier soupir d'incrédulité, et c'est là que quelques gens s'arrêtaient et demandaient ce qui pouvait bien se passer en bas, quelle créature mielleuse pouvait bien attirer autant de mouches, et c'est là que, n'edt été d'une politesse inculquée en bas âge par des parents visionnaires, je leur aurais répondu: mais qui voulez-vous que ce soit, bondance, la reine d'Angleterre?

Non, il suffisait de répondre: Anna Kournikova, et ils faisaient un petit sourire entendu. Quel esthète tout de même, n'est-ce pas, que l'humain. Vous lui offrez tout le talent du monde, et c'est quand même la gracilité de l'aménagement des molécules qui lui fera mordre les mollets. Mais attention, m'sieur dame, ne mettez pas tous ces gens dans le même paquet. Sûr, l'humain, il est un peu voyeur, et peut-être même sans doute beaucoup. Mais il est aussi suiveux. Je suis persuadé que plusieurs n'y sont que parce qu'ils ont vu du monde y être. C'est le principe du restaurant: s'il y a une file devant la porte, c'est que ça doit être bon. Ainsi l'humain va-t-il se placer au bout de la queue.

Et il ne voit rien, mais il est là.

Malheureusement, Mlle K. n'a pas donné d'entrevue, hier, un exercice auquel elle s'était prêtée il y a deux ans et qui avait donné des résultats assez désastreux, du genre dont se délectent les médias et ceux qui les consultent en espérant obtenir confirmation que l'extrême beauté est extrêmement bête.

On a plutôt eu droit à Martina Hingis, ce qui nous rappelle opportunément que celle en l'honneur de qui elle est prénommée, la grande Martina Navratilova, est aussi à Montréal, où elle disputera les doubles en compagnie de Jennifer Capriati. Et qu'un sondage effectué par le magazine ESPN indique que 6,1 millions de petits Américains sont prénommés en référence à un sportif qu'adultent leurs parents, et qu'il est dommage que les miens n'aient pas fait plus de cas de Rogatien Vachon.

Hingis entretient d'ailleurs une liaison avec le golfeur Sergio Garcia, ce qui signifie que si vous la voyez avec quelqu'un d'autre faire son magasinage — car toutes les joueuses de tennis font du magasinage à Montréal, riant sous cape du dollar canadien —, c'est louche. Capriati, pour sa part, a été aperçue avec Matthew Perry, qui joue dans Friends, mais ils jurent qu'ils ne sont que cela, friends, ce que personne ne croit. Quant à Jelena Dokic, 19 ans, minois allègre dont on dit qu'elle pourrait supplanter Kournikova rayon commandites de bébés si un jour elle joue à la hauteur de son immense talent, elle fréquente le pilote brésilien de Formule 1 Enrique Bernoldi.

On sait ces choses-là quand on est un multi-abonné.

jdion@ledevoir.com

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

été retardés alors que l'entente négociée [avec Québec] ne coûtera pas un sou à l'OACI et ses pays membres.

Une visite au 25<sup>e</sup> étage de la Tour Bell, adjacente au siège social de l'OACI, permet de constater que les nouveaux locaux mis à la disposition de l'agence des Nations unies par le gouvernement du Québec n'attendent plus que leurs occupants. Réaménagé cet hiver aux coûts d'un peu plus d'un million de dollars, disent des sources impliquées dans le projet, en vertu de plans autorisés par l'organisation internationale, l'étage de 35 000 pieds carrés compte plus d'une soixantaine de postes de travail et de bureaux fermés auxquels il ne manque plus que l'ameublement. On y trouve également des salles de conférence, des aires communes ainsi que l'incontournable logo officiel en verre dépoli accroché au mur à la sortie des ascenseurs.

L'histoire sans fin

Dans le résumé de l'affaire qu'il faisait par écrit en juin aux membres du Conseil de l'OACI et dont Le Devoir a aussi obtenu copie, M. Costa Pereira rappelle que l'organisme s'est senti à l'étroit dès la première année de son déménagement en 1996 de ses anciens locaux de la rue Sherbrooke vers son nouveau siège social du 999 University. Après de nombreux travaux de réaménagement, l'OACI fait savoir au gouvernement fédéral dès 1998 que l'ajout d'espace de bureau supplémentaire sera inévitable. Devant la lenteur du dossier, l'OACI demande et obtient du fédéral, en juin 2000, la permission d'appeler à son aide les autres niveaux de gouvernement.

Le gouvernement du Québec fait savoir en avril 2001 qu'un étage de la Tour Bell est disponible. Il offre, peu de temps après, de payer pendant dix ans la totalité des coûts de location des nouveaux locaux fixés, selon d'autres sources, à environ 1,350 million par année. Assumant déjà 75 % des coûts de location du siège social (les 25 % restants étant assumés par l'OACI), le fédéral réclame un nouveau délai afin de pouvoir procéder à l'étude des options offertes et justifier l'éventuelle demande de nouveaux crédits au Conseil du trésor. L'OACI accepte en lui rappelant qu'elle souhaite prendre possession de ses nouveaux locaux au plus tard à la fin 2001. L'étude commandée par Ottawa,

OACI



L'emblème de l'OACI décore déjà l'entrée du 25<sup>e</sup> étage de la Tour Bell, adjacente au siège social de l'OACI, à Montréal.

wa, poursuit M. Costa Pereira à l'intention des membres du Conseil, ne sera achevée qu'au mois de février 2002 et confirmera les besoins d'espace de l'OACI.

Ottawa s'offusque... et réclame de nouveaux délais

À la fin du mois de mai, révèle un autre document, le représentant permanent du Canada à l'OACI, Lionel Alain Dupuis, fait part aux membres du Conseil de sa surprise de voir le secrétariat de l'institution internationale réclamer de nouveaux espaces six ans seulement après l'inauguration d'un siège social flamboyant neuf qui avait pourtant été conçu pour suffire à ses besoins jusqu'en 2016. Il déplore le manque de transparence du secrétariat dans ce dossier et ajoute: «Le Canada a le regret de noter que cette situation pourrait potentiellement avoir un impact sur les [bonnes] relations entre l'OACI et le gouvernement hôte.» Aussi «recommande-t-il que rien ne soit entrepris dans cette question avant qu'un accord ne soit intervenu entre les deux parties.

Dans le résumé qu'il fait de l'affaire au mois de juin, le secrétaire général de l'Organisation rétorque que le gouvernement canadien a été systématiquement tenu au courant des échanges qui ont eu lieu entre le gouvernement du Québec et l'OACI dans cette affaire. Il ajoute que l'organisation internationale a la capacité légale de se passer de la permission d'Ottawa

dans le dossier. L'OACI réaffirme toutefois le souhait de s'entendre avec son hôte canadien tout en lui rappelant l'urgence d'en arriver à une solution.

Dans la lettre qu'il envoie à la fin du mois de juillet à M. Costa Pereira, le sous-ministre fédéral Gaëtan Lavertu l'assure qu'Ottawa a compris le message. Aussi lui demande-t-il un nouveau délai. Jusqu'à la fin du mois de septembre cette fois. Afin, explique-t-il, de permettre à son équipe d'étudier les nombreuses options sur la table, y compris celle de la Tour Bell, et d'en arriver à une recommandation au ministre.

Basé à Montréal depuis sa création, en 1944, l'OACI constitue la plus importante et l'une des plus anciennes institutions internationales de la métropole. Chargée d'élaborer les normes internationales dans le domaine du transport aérien, cette agence des Nations unies compte 188 pays membres. Un peu moins de 800 personnes y travaillent quotidiennement, dont 625 employés et 150 membres d'une quarantaine de délégations nationales. On évaluait, en 1996, ses retombées économiques pour la métropole à environ 60 millions. Son impact sur le caractère international de la ville a maintes fois été évoqué et apparaît avoir été un facteur déterminant dans la venue d'autres institutions internationales telles que l'Institut de statistiques de l'UNESCO ou l'Association internationale du transport aérien (IATA) pour n'en nommer que deux.

VACANCES

SUITE DE LA PAGE 1

une semaine à Mirabel, début juillet, le transporteur n'ayant pas l'autorisation de voler jusqu'à Port-au-Prince. Ça ne l'empêchait pas de vendre allégrement des billets pour toutes sortes de destinations: Port-au-Prince, Lisbonne, Tunis, Rome (ça, c'est pour ma pomme). Bonjour l'arnaque! En cours de processus, mon beau vol direct du départ avait d'ailleurs été remplacé par un trajet avec correspondance à Londres.

Steve Nasra, le patron de cette belle boîte pourrie, se fendait depuis plusieurs mois d'invitations plus ou moins érotiques, toujours dans La Presse. Il se proposait de révolutionner l'industrie du voyage en réduisant les prix, en louant des transporteurs avant de créer sa propre flotte (auparavant, il faisait affaire avec le défunt Canada 3000). Mais le diable s'en est mêlé.

Le voyageur, après une tentative avortée auprès d'une compagnie islandaise, avait retenu les services d'un transporteur britannique, European Aviation Air Charter. Or la loi canadienne exige qu'un transporteur, pour tous les vols ne le reliant pas à son pays d'origine, soit canadien ou, à défaut, accepté par tous les transporteurs canadiens. Bien évidemment, les concurrents canadiens (dont Skyservice et Kelowa Aircraft) ont opposé leur veto. Si bien que l'Office des transports a empêché Canada Air Charter d'effectuer la plupart de ses vols. Il n'a pas obtenu de permis, ni en première instance ni en appel.

Ajoutez les habituels cafoillages liés aux compétences fédérales-provinciales. Dès mai, l'Office des transports du Canada avait interdit à Canada Air Charter de vendre certains billets d'avion faute d'avoir les permis nécessaires. Or l'avis ne fut pas transmis au public par l'Office de la protection du consommateur (de compétence provinciale). Ce dernier se disait responsable de veiller seulement au respect de la loi sur les agents de voyages. Que les vols promis soient inexistant, cela n'était pas son affaire, du moins tant que CAC fonctionnait tant bien que mal. Est-il besoin de préciser que l'Association des agents de voyages réclame à hauts cris une révision de la loi qui les régissent ainsi que des mécanismes de protection du public? Sans quoi de tels gâchis peuvent se reproduire.

Dès la mi-juin (je devais partir à Rome le 6 juillet), il fallait se rendre dans les locaux de Multi-Voyages, rue Saint-Denis, car on n'y répondait plus au téléphone. On pouvait appeler vingt fois, trente fois pour faire part de son inquiétude, obtenir de l'information, dans l'espoir de mettre la main sur des billets d'avion jamais émis. La ligne restait silencieuse.

Chez Multi-Voyages, le chaos régnait car les passagers haïtiens floqués faisaient la navette entre Mirabel et les locaux de la compagnie à Montréal. Certains m'ont confié s'être fait servir des tissus de mensonges à répétition. On ne leur avait pas avoué au départ que leur vol pour Port-au-Prince était compromis par un défaut de permis. Des voix leur assuraient que le retard était dû à des complications d'ordre technique, que tout rentrerait dans l'ordre le lendemain. Une enseignante haïtienne rencontrée à Multi-Voyages, en charge de billets pour six personnes, m'a révélé à quel point les siens avaient été roulés dans la farine. Non contents de mentir, des employés de l'agence leur avaient fabriqué à la main des faux billets d'avion qui valaient de la monnaie de singe à Mirabel. Rien ne leur fut épargné. Ils n'entendaient plus à rire, les Haïtiens. J'espère qu'ils ont fabriqué des poupées vaudois à l'effigie de leurs tourmenteurs. Sans le coup de ponce d'Air Transat, ils seraient encore à Mirabel.

Le 5 juillet, Canada Air Charter cessait ses activités et remettait ses livres à l'Office de la protection du consommateur, qui nomma un fiduciaire, Yves Morin, pour gérer le cafoillage.

Je devais partir le lendemain pour Rome. Adieu Capitole et mont Palatin. Les prix astronomiques réclamés en juillet par les autres compagnies aériennes pouvaient décourager les plus dépensiers. Sur le coup, j'ai reculé.

Depuis la débâcle, 2000 clients coincés à l'étranger ont dû être rapatriés d'une façon ou d'une autre ou le seront bientôt. La bonne nouvelle, c'est que l'Office de la protection du consommateur va rembourser les victimes en puisant dans le fonds d'indemnisation amassé par les grossistes et les détaillants en voyages. La mauvaise, c'est que les clients lésés par la faillite de Canada 3000 à l'automne n'ont pas encore vu la couleur de leurs dollars. Bureaucratie, quand tu nous tiens.

Dieu merci, j'avais payé mes billets avec une carte de crédit. Les biens achetés et jamais livrés (ça vaut pour un voyage) sont remboursables par Visa et autre carte plastifiée, avec des délais plus raisonnables.

Mais comment pareille situation at-elle pu se produire? Comment un voyageur a-t-il pu vendre des billets d'avion sans autorisation de vols? Comment des voyageurs haïtiens ont-ils pu demeurer bloqués une semaine à l'aéroport de Mirabel sans que la justice se soit mêlée d'arrêter les responsables de pareilles bourbes?

François Lebeau, avocat pour la firme Unterberg, Labelle, Lebeau & Morgan, admet trouver toute cette affaire révoltante. Sa firme a déposé une demande en recours collectif en Cour supérieure au début de juillet contre Canada Air Charter. Audience est prévue le 14 août. Le recours collectif entend réclamer, entre autres, des dommages et intérêts pour perte de temps et de jouissance de voyage, stress, fatigue, déplacements et démarches inutiles, etc. Tout cela devrait prendre plusieurs mois avant d'aboutir, si le recours collectif reçoit le feu vert du juge.

«Il y a réforme dans l'air de la loi sur les agents de voyages, qui date de la fin des années 70», explique de son côté Jean-Jacques Préaux, de l'Office de la protection du consommateur. Les consultations à cet effet sont terminées, mais ça prendra le temps que ça prendra pour devenir loi.

A son avis, dans l'état actuel des choses, il n'est pas impossible que de telles arnaques se reproduisent. «Mais plus tard, avec la nouvelle législation, des balises bloqueront sans doute ce type de fraude», estime-t-il. Vivement la loi!

P.S.: À ceux qui s'inquiètent du sort de mes vacances, sachez que j'ai été à moitié sauvé par... le pape lui-même. Sa venue à Toronto faisait affluer chez nous les pèlerins en provenance de Rome. Des avions d'ici avaient donc été mis à la disposition de cette pieuse clientèle et repartaient à moitié vides. Si bien que des voyageurs ont soldé in extremis des vols en direction de la Ville éternelle. Pour une durée d'une semaine seulement (plutôt que les deux prévues, et quinze jours plus tard), mais on prend ce qui passe, on dit merci au pape et on maudit à part tous les escrocs que la justice laisse avec tant de vergogne courir aussi longtemps.

ÂME

SUITE DE LA PAGE 1

Pas chanceuses, car au cours des longs siècles où les doctes ont réfléchi sur l'âme — et sur Dieu —, sous toutes les coutures et les doublures philosophiques, métaphysiques et spirituelles, on a cru et affirmé dans les traités les plus savants que les femmes en étaient sans doute dépourvues. D'âme. On en a débattu pendant des siècles, ce fut même l'un des objets chéris de la théologie. Je ne dis pas «sujets chéris», puisque les sujets femmes n'étant pas partie prenante du débat c'est tout le sujet humain qui s'en trouvait déché. Comme un tissu (texte et tissu ont la même latine étymologie: textus).

Puis finalement, il fut convenu dans les précis dogmatiques des pères, au courant du second millénaire de notre ère, qu'après tout, elles étaient douées d'âme elles aussi. Les femmes.

J'aimerais bien savoir ce que mes aïeules instruites en ont pensé. Si j'en eus, des aïeules instruites, vu que pour les mêmes raisons de sujétion spirituelle, on les tint recluses dans les antichambres des savoirs autorisés.

Consolons-nous en nous disant qu'elles connaissaient depuis toujours une science toute intime de la vie et de sa création, à même leur propre chair et la chair de leur chair. Et qu'elles savaient bien, au fond, que les oppositions animus-anima, âme-corps, esprit-chose, relevaient des mêmes logiques de classifications binaires, sorte de défenses érigées face à l'abîme de l'humaine mortalité. Disons-nous qu'elles comprenaient, en termes que nous qualifierions de poétiques, que ces séries d'exclusions sont à ce point liées qu'un jour, on les saisirait dans leurs relations de complémentarité: réciproques et conséquentes les unes des autres.

À bien y penser, dans cette veine qui fut notre d'échapper à l'esprit de raison discriminante, nous avons tout de même éprouvé une seconde malchance. Trois siècles à peine après l'exposition canonique de notre don d'âme, les grandes têtes se sont mises à douter de l'existence même de l'âme. Le point culminant du doute fut atteint par les maîtres des fameuses Lumières tant et si bien que le doute, au fil du temps, se transforma en une aussi fracassante certitude que celle de leurs croyants ancêtres: l'âme n'existait plus! Nous venions tout juste de nous réveiller de l'éblouissement aveuglant qui nous saisit à la réception du cadeau qu'on nous enlevait. Plus personne n'avait d'âme. Vous en avez reçu une? Vous n'en aurez plus, vous non plus! Déstabilisant. Voici que nous vivons encore l'effet de ce fracas...

Nous ne fûmes pas les seules à être dépourvues d'âme. D'autres, dans l'histoire, partagèrent avec nous ce chagrin. Ce fut le lot des peuples primitifs, nommés ainsi par les maîtres des civilisations dites supérieures, d'Occident et d'Orient. De façon générale et succincte, tous les peuples n'appartenant pas à la culture de l'écriture et du livre furent jugés à l'aune des religions transcendantales, condamnés par les tribunaux monothéistes dominants, subirent les sorts les plus néfastes du seul fait de leur privation d'âme décrétee cycliquement dans d'innombrables variantes par les maîtres du monde.

Un corps sans âme peut être jeté aux orties de la vie. Hors de cette terre. C'est ainsi qu'on en tua des millions. De corps. Avant même de se donner le souci d'apprendre ce que leurs bouches, leurs mains et tous leurs corps, en racontant, en chantant, en dessinant, sculptant ou dansant, avaient à nous dire de l'âme, du souffle et de l'esprit. L'Afrique noire et les Amériques autochtones conservent, en lambeaux le plus souvent, des enseignements d'âme que les conquérants n'ont pas voulu (ou pu) capter. Et gardent les traces vives des meurtres, écrites sur leurs sols en lettres de feu et de sang.

Quelques-uns, quelques-unes s'appliquent à déchiffrer ces langages tout droit venus de l'exclusion. Comme on s'entendrait pour étudier les paroles d'ombre issues du féminin hors-nom parce que sans âme si longtemps. Peut-être que tous ces chercheurs de l'étranger, de tout ce qui a échappé à l'ordre des discours et des actes dominants, donneront-ils, au bout du compte, un supplément d'âme à une humanité qui semble courir aveuglément vers le mur meurtrier de son anéantissement? Peut-être captent-ils ces mots à peine traduisibles: «Oh âme, sauve-nous du désastre!»

NDLR: à l'invitation du Devoir, l'Académie des lettres du Québec offre à nos lecteurs cette série estivale inspirée des mots du temps. L'Académie a été fondée en 1944, par un groupe d'écrivains de la modernité réunis autour de l'essayiste Victor Barbeau. Madeleine Gagnon a publié récemment Anna, Jeanne, Samia... (Femmes dans la guerre), essai (Fayard, 2001).

Restaurant Gutenberg - cuisine française qui fait bonne impression
CE MIDI: Entrée + salade de chèvre chaud + dessert • 13\$
CE SOIR: Deux tables d'hôtes avec apéro pour 50\$
359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com